

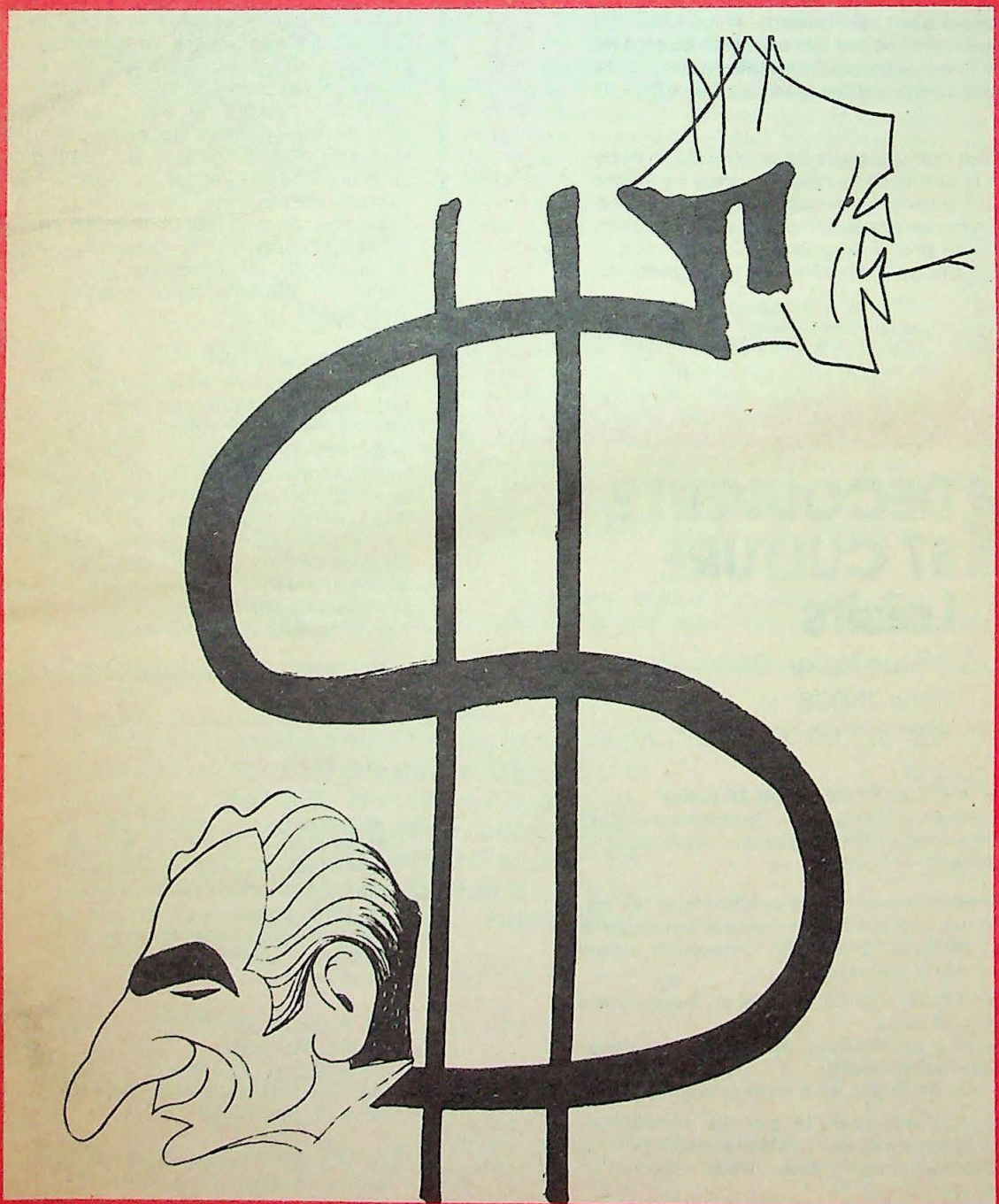
N° 625 — Semaine du 29 juin au 5 juillet 1974 — 2 F 50
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

tribune

socialiste



LES AFFAIRES...



SONT LES AFFAIRES

● **CASERNES :**
le
ras-le-bol

● **LUTTES :**
cinq
pages

● **AFFAIRE
SUAREZ :**
questions

7 JOURS DANS T.S.



■ Le plaisir de voir jouer Crujff, c'est cela pour moi l'événement de la semaine. Et je sais que ça l'est aussi pour beaucoup de mes camarades. Je sais également que cela me vaudra des bordées d'insultes dans le courrier de la semaine prochaine, de même que la semaine passée, un petit entrefilet intitulé « Vive le président » a mis plusieurs lecteurs au bord de la crise d'apoplexie : avec leur tristesse chevillée au corps, ils n'ont pas admis que l'humour ait droit de cité en politique. Admettront-ils aujourd'hui que le football, passion de centaines de millions d'hommes, ne soit pas seulement une vaste manipulation politico-commerciale, mais aussi, parfois, l'expression du génie artistique, du plaisir pur ?

■ Cette semaine écoulée rassemble une succession de petits faits qui ne resteront pas longtemps dans les mémoires et qui sont pourtant exemplaires, chacun à sa manière. Le procès Jubin, d'abord ; procès d'un homme qui a tué plusieurs fois et que les psychiatres ne disent pas « fou » ; mais depuis l'âge de deux ans, il n'a jamais connu d'attaché affective solide ; éternel déraciné il en est venu à faire « ce qui ne se fait pas ». Exemple. La déclaration Rabin, ensuite ; après le dernier raid palestinien, le premier ministre israélien affirme qu'il ne tolérera plus ces actions de commando ; ayant déjà dit qu'il n'acceptait pas non plus de discuter autour de la table de Genève, il ferme toutes les portes d'un règlement de la question palestinienne. Exemple. L'accord Peugeot-Citroën, enfin ; intéressant l'avenir de dizaines de milliers de travailleurs, il a été conclu dans le secret le plus total. Exemple.

■ Ces quelques faits montrent combien l'actualité est riche d'événements illustrant l'opposition entre les travailleurs et la bourgeoisie, même s'ils ne font pas les gros titres de la presse. TS aurait pu analyser plus en détails tous ces événements et c'est finalement d'autres qu'il a choisis de mettre en valeur parce que eux aussi sont révélateurs. Ainsi tous ces combats courageux, parce que risqués, menés par des militants au sein de l'armée (p. 8,9) ; ainsi la lutte contre l'aménagement capitaliste de la Côte Aquitaine (p. 14, 15) ; ainsi les combats ouvriers dans la région Loire (p. 6, 7) — entre autres.

■ Un TS qui est donc essentiellement consacré aux luttes sociales ; et ce n'est pas un hasard puisque derrière le cirque Giscard commence à poindre la réalité du pouvoir qu'il exerce. Un pouvoir anti-social comme l'a bien montré la faiblesse des mesures gouvernementales annoncées dans un plan dit « social » mais aussi un pouvoir qui prend de graves initiatives sur le terrain politique ; l'éditorial de Robert Chapuis, en dénonce les aspects les plus inquiétants.

Jacques GALLUS ■

quand

C omme hier le GPRA en Algérie, les gouvernements populaires du Sud-Vietnam, du Cambodge, de la Guinée-Bissau et d'autres encore s'efforcent d'obtenir leur « reconnaissance » de la part des autres pays, y compris capitalistes. C'est en effet son existence internationale qui qualifie un Etat comme tel : ce n'est pas tant un problème juridique que la sanction d'un rapport de forces. Sur cette base, il devient possible d'aller plus loin.

deux mythes

Il en est de même pour la politique internationale, dont l'orientation exprime et révèle la nature profonde d'un Etat, d'un régime. De Gaulle l'avait bien compris : la reconstruction d'un Etat fort passait par une politique d'indépendance nationale capable d'appuyer les efforts d'autres pays vers l'indépendance. Cette politique obtint un large succès, en raison même de ses contradictions : à l'intérieur, elle obtenait — bon gré mal gré — l'appui des partisans de la décolonisation, en même temps que celui des plus chauvins et des nostalgiques de la ligne bleue des Vosges ; elle se faisait accepter aussi par ceux qui comptaient sur la force de l'Etat pour faire passer la France à un nouveau stade du capitalisme et acceptait, en attendant, de supporter les difficultés que pouvait lui créer une certaine rupture avec les intérêts américains.

A l'extérieur, elle recevait l'appui — parfois enthousiaste — de tous ceux qui menaient la lutte pour construire une nation indépendante (qu'on se rappelle le discours de Phnom Penh et le voyage au Québec) ou du moins pour prendre leurs distances à l'égard de l'impérialisme américain (cf. le Moyen Orient et l'Amérique du Sud) ; en Afrique, les séquelles de la colonisation aboutissaient à une politique plus tortueuse, celle de Foccart, qui préférait rivaliser avec la CIA auprès des coteries et des bourgeoisies nationales pour les appuyer dans leurs luttes contre les révoltes populaires.

tribune
PSU
SOCIALISTE

Directeur politique : Gérard FER-
RAN.
Rédacteur en chef : Bernard
LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard
BOREL.
Collectif de rédaction : Robert
DESTOT - Jacques FERLUS - Jac-
ques GALLUS - Gilbert HERCET -
Jean-François MERLE - Jean
VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32,
rue Le Peletier - 75009 PARIS.
Tél. : 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean
LE GARREC.
Rédaction : 566.45.64

Administration : 566.45.37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770.40.18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE :
joindre la dernière bande avec 2 F en tim-
bres. Indiquer la nouvelle adresse complète.



DÉCOUVERTE ET CULTURE Loisirs

94 rue Notre-Dame des Champs

Paris 75006

☎ 325 00 09 633 77 78

● **ANGLETERRE** : 6 au 28 juillet
Londres — Hampton — Canterbury — Bath
— Stratford — Birmingham — Liverpool —
Wakefield — Coventry —

Rencontres avec les syndicats et les tra-
vailleurs des mines, du secteur automobile,
des militants politiques, minorités ethniques,
shop stewards.

● **ITALIE** — trois circuits en coopération
avec le P'dup :
— du 5 au 20 juillet, du 1er au 16 septem-
bre (circuit du Nord)
— du 21 juillet au 6 août (circuit du Sud)

Rencontres avec la gauche révolution-
naire italienne et des militants syndicalistes,
problèmes régionaux, unité ouvriers-
paysans.

● **ET ENCORE** des séjours et circuits en
Suède, Algérie, Yougoslavie, Albanie, Rou-
manie, Mexique, Pérou, Argentine, Yémen
du Sud, Palestine, USA, Inde.

CALENDRIER

● jusqu'au 6 juillet au Théâtre
Mouffetard - 74-76 rue Mouffe-
tard - Paris 5e, à 22 h (relâche di-
manche et lundi) : **chant profond**
du Chili, poésies et chansons de
Pablo Neruda - spectacle de Eve
Griliquez, musique de Una Ra-
mos.

● Pizza du Marais - 15 rue des
Blancs Manteaux - Paris 4e, à
20 h 30 (relâche dimanche et lun-
di) : **Ste Jeanne du Larzac**, de Pa-
trick Font et Philippe Val.

● **Aix en Provence** - jusqu'au 10
juillet : Festival de musique gra-
tuit dans les rues d'Aix (Ecole des
Arts et Métiers et Hôtel Maynier
d'Oppède) - rens. tél. 27.30.31 à
Aix.

Giscard rime avec dollar

Cette politique (et pour l'histoire, le gaullisme restera surtout une politique internationale) avait l'avantage d'associer facilement les contraires — les anciens combattants et les anticolonialistes, Sihanouk et les dictateurs de Quito —, mais elle avait l'inconvénient de reposer sur deux mythes : celui de la neutralité de l'Etat et celui de l'indépendance d'un régime capitaliste. Ce sont précisément ces deux mythes que l'on a vu s'effondrer sous le règne de Pompidou d'abord — avec les compromis nécessaires —, et sous celui de Giscard maintenant — à visage découvert.

Un Etat ne peut pas exister longtemps en dehors (au-dessus, dirait un gaulliste...) des forces sociales qui l'ont constitué. De Gaulle n'a pu réussir avec la bourgeoisie après mai 68 ce qu'il avait réussi avec les Français d'Algérie après mai 58. Née des contradictions politiques issues de la IVe République, la Ve République a pris deux visages : celui d'une super-structure qui s'est peu à peu caractérisée à travers des institutions, une diplomatie, un « langage », des comportements ; et celui d'une mutation économique et sociale qui a changé progressivement les rapports de force dans la société et au sein même de la bourgeoisie.

Quand les contradictions sociales nées du gaullisme (car il s'en nourrissait...) lui sont devenues insupportables, la bourgeoisie a liquidé d'abord de Gaulle, puis le gaullisme et porté au pouvoir, bien entendu, le responsable le plus visible de cette double opération.

triple base

Lorsque les difficultés économiques relayant les contradictions sociales accroissent encore la lutte des classes, lorsqu'il s'agit de défendre le régime capitaliste lui-même, le temps n'est plus au langage sur la troisième voie et il faut bien choisir son camp. La nécessité d'affirmer plus nettement la domination des forces capitalistes dans notre pays entraîne la bourgeoisie à rejoindre — avec armes et bagages — le camp des forces dominantes à l'échelle internationale ; il lui faut s'inscrire sans retard dans le nouvel impérialisme qui est en train de se constituer sur une triple base :

le ; il lui faut s'inscrire sans retard dans le nouvel impérialisme qui est en train de se constituer sur une triple base :

- celle des firmes multinationales,
- celle d'un néo-atlantisme (Etats-Unis et pays européens),
- celle de l'alliance avec les régimes susceptibles de garantir l'alimentation « naturelle » (énergie, matières premières du monde capitaliste).

C'est ainsi une nouvelle politique internationale qui est en train de se dessiner : elle ressemble quelque peu à celle qui faisait jadis l'accord entre le MRP et la SFIO, mais elle est avant tout l'expression directe — plus réaliste et moins mythique ! — des intérêts de classe qui dominent dans notre société. On en a déjà vu les premiers signes :

— l'accord Roussel-Uclaf et Hoechst, comme d'autres (sur le nucléaire notamment), traduit bien le respect des intérêts capitalistes au-delà des intérêts d'un Etat. Une nouvelle division du travail est en train de s'opérer à l'échelle internationale : l'Etat giscardien la facilite, tandis que l'Etat gaulliste s'efforçait de la « négocier » (sans grands résultats d'ailleurs : comme à Bull !);

— l'axe Paris-Bonn correspond à la mouvance économique des intérêts américains ; dans quelques jours, la conférence d'Ottawa va réunifier ceux qui avaient pu se séparer dans la crise monétaire sur les débats du Nixon-round. La stratégie militaire, en cessant de se tourner tous azimuts, se choisit un ennemi à l'Est pour mieux réintégrer le giron atlantique : les USA peuvent alors saluer les forces de frappe anglaise et française. Elles leur sont liées techniquement, économiquement et stratégiquement !

— la visite du Shah d'Iran, qui a rempli ses prisons de plus de 10 000 prisonniers politi-

ques, fait les beaux jours de France-Dimanche, mais aussi des intérêts capitalistes qui cherchent à garantir l'avenir et à s'assurer des marchés. Elle va de pair avec la liquidation des politiques de « coopération » (sic) avec l'Afrique, dans leur face visible (nomination d'Abelin...) comme invisible (élimination de Foccart...) : on choisit ce qui est rentable !

Cette politique en fait rêver certains ; en Espagne la cote de Giscard est au plus haut. Pouvoir se débarrasser du potentat tout en évitant l'explosion portugaise, quel exemple pour la bourgeoisie espagnole !

jeu dangereux

La politique internationale de Giscard s'inscrit dans la logique du développement capitaliste. C'est pourquoi il n'est possible de s'y opposer que sur une base anti-capitaliste, dans la logique des intérêts que contredit l'évolution capitaliste : ceux des travailleurs et ceux des peuples. Il n'est pas possible de chauffer les bottes du général de Gaulle pour recréer les contradictions antérieures et reprendre à son profit les mythes qui l'ont porté, puis maintenu au pouvoir, avant de l'entraîner dans un même effondrement. A ce jeu, qui tente nos camarades communistes, on peut occuper les chroniqueurs, mais on ne prépare pas les solidarités intérieures et extérieures capables d'opposer leur propre logique à celle que développe Giscard d'Estaing.

Dans les temps à venir, il faudra choisir son camp : il y a la droite et la gauche, il y a les intérêts du capitalisme et ceux des travailleurs. A trop hésiter, on risquerait bien des mésaventures.

On mesure ainsi les responsabilités des forces socialistes : il n'est que temps qu'elles se donnent les moyens d'y faire face.

Robert CHAPUIS

Promis et annoncé à grand fracas, le nouveau TS montera ses 24 pages après l'été. D'ici là nous avons décidé de surseoir à l'augmentation inévitable du numéro et de l'abonnement qui seront fixés, à la rentrée, à 3 F et 80 F. Ça, c'est une publicité non mensongère — ce qui devient rare. **Abonnez-vous ! Réabonnez-vous ! Abonnez vos amis !**

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne	2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre	3,00
N° 61 La sérigraphie	1,50
N° 62 /63 /64 Le Capitalisme et la Fiscalité	4,00

Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes	2,00
N° 26 : ROSA LUXEMBOURG	1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire capitaliste	2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université	3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile	1,50
N° 62-63-64 : Le capitalisme et la fiscalité	4,00
N° 51 : Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste	1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

DEBAT

Yvan Craipeau :

Outre les numéros spéciaux de Tribune Socialiste et PSU-Information destinés à tous les militants du Parti, nous présentons deux pages sur le débat actuel. Débat qui concerne le PSU bien sûr, mais l'ensemble des militants qui, organisés ou non, discutent aujourd'hui de « l'Appel pour le développement d'une grande force socialiste ». Yvan Craipeau et Alain Rannou expriment leur point de vue.

après la conv

Ainsi, la convention nationale du parti socialiste a claqué la porte au nez de Robert Chapuis et d'Edmond Maire. La réponse est claire : ni le titre du P.S., ni ses structures, ni sa stratégie ne sont négociables. Autrement dit, tout ce qu'on veut bien discuter c'est le « projet de société ». Pour l'an 2000, comme disait naguère François Mitterrand. Le plus ardent partisan de ce projet futuriste c'est Guy Mollet. Il sait ce dont il parle. Les statuts de l'ancienne S.F.I.O. stipulaient que c'était un parti de classe œuvrant pour la révolution socialiste. Guy Mollet sait bien que ces formules ne gênaient en rien l'action concrète du parti, gouvernant avec les partis de droite, fusillant les mineurs et menant une guerre coloniale atroce. Un « programme maximum » satisfait à bon compte les travailleurs et les jeunes.

Donc, le parti socialiste restera ce qu'il est, axé sur les échéances électorales, dominé par les notables du Parlement, des conseils généraux et des municipalités. La seule « concession » peut porter sur le développement des groupes socialistes d'entreprises, qui n'ont aucune autonomie politique et dont le rôle a toujours été, dans les partis réformistes, de transmettre aux syndicats la pression des notables.

Pour le reste, tout ce qui est en question, c'est la forme que revêtira l'intégration du P.S.U. et des syndicalistes au P.S. Nous apprenons par la presse que le P.S.U. renonce aux garanties d'une expression de tendance et que la date du congrès du P.S. sera avancée pour faire une petite place aux nouveaux dans la direction du parti.

Voilà ce qui subsiste du rêve que faisaient les syndicalistes signataires de l'appel pour un « Parti socialiste ouvrier de masse » qui adopterait une stratégie de pointe dans les luttes ouvrières et sociales. Le projet, avancé au nom du P.S.U., d'un « parti renouvelé » est à ranger dès maintenant au musée des monstres morts-nés.

Mais personne ne doit nourrir des illusions rétrospectives. Même si le P.S. avait été plus compréhensif, s'il avait fait des concessions politiques et d'organisation, le « nouveau parti » aurait eu pour armature les notables sociaux-démocrates et pour orientation le réformisme.

La liquidation du P.S.U. supposait la liquidation de ses acquis politiques. Michel Rocard a du reste mis les points sur les i dans un éditorial de Tribune socialiste : « Comme l'a

montré le Chili (!) l'ouverture de la marche vers le socialisme ne fera pas la voie légale, c'est-à-dire électorale, et le processus restera légal, quitte à transformer progressivement mais complètement le contenu de cette légalité, et sauf coup de force armée de la bourgeoisie (!) qui n'en a pas partout les moyens (!). »

Ainsi « la marche vers le socialisme » se fera dans le cadre des institutions bourgeoises, quitte à les transformer « progressivement ». C'est très exactement le contraire de ce qu'écrivait le Manifeste de Toulouse : « Il est impossible de briser le pouvoir économique de la bourgeoisie en utilisant les règles du jeu bourgeois qui ont pour but de le maintenir. Il est impossible de préparer la voie au socialisme en occupant l'appareil d'Etat bourgeois. Dans la lutte qu'ils mènent pour leur émancipation, les travailleurs devront briser cet appareil d'Etat. » (Chapitre 11).

La fin du Manifeste précise : « La conception de l'Etat et la façon de mener aujourd'hui le combat contre le capitalisme constituent donc les points de divergence fondamentaux d'une stratégie réformatrice et d'une stratégie révolutionnaire. »

C'est sur ce point fondamental

que Michel Rocard se déclare d'accord avec les réformistes. Et il a l'impudence de se référer à l'exemple du Chili qui a justement confirmé dans le sang l'impossibilité du passage « légal » au socialisme. Mais en France, bien sûr, on peut compter sur la neutralité de l'armée : celle dont un putsch a mis De Gaulle au pouvoir en 1958 et qui, par le putsch de 1962, a failli le balayer pour imposer la continuation de la guerre d'Algérie.

Pour accéder à la direction du P.S., il faut donner des gages politiques et liquider le Manifeste de Toulouse. Or, ce Manifeste reste la loi de tous jusqu'au prochain congrès, seul habilité à le rendre caduc.

Selon la loi du P.S.U., sa direction (conseils nationaux, D.N.P., à plus forte raison bureau national) ne peut agir que dans le cadre des décisions du congrès. De quel droit le bureau national a-t-il pu entreprendre un projet d'unification avec les réformistes sans l'aval d'un congrès ? Pas une ligne des décisions de nos congrès ne l'y autorisait. Depuis le congrès de 1967, qui a refusé le rapprochement avec la F.G.D.S. le parti s'était prononcé sans équivoque. Aucun engagement de notre direction, en opposition avec nos congrès, n'a la moindre valeur.

Alain Rannou :

concrétiser les

Avril 1968, 1er mai 68. Qui aurait pu dire que cela annonçait le plus formidable mouvement social en France de ces cinquante dernières années en France ?

14 juin 1973 : je viens discuter avec les camarades de la cellule Lip et leur proposer dans le cadre de la stratégie de contrôle ouvrier de fabriquer et vendre des montres. Dans le débat, les questions tournent autour de : **est-ce possible ? est-ce qu'on pourra en vendre ? comment faire pour que cela se cache dans la classe ouvrière française ?** Personne, mais vraiment personne, n'imagina alors ce que va être l'ampleur du mouvement qui va suivre, sa popularité, etc.

On pourrait multiplier les exemples. Je n'ai voulu prendre que deux faits marquants. Cela ne veut pas dire qu'un mouvement social ou politique soit imprévisible, spontané, etc., mais simplement qu'il n'existe pas en termes statiques, mais au contraire dynamiques. Au départ de tout mouvement il y a un certain nombre de points de cristallisation, de propositions, d'acquis antérieurs. Si ce point de départ correspond à un besoin réel de la classe ouvrière, à une aspiration profonde, alors le mouvement se développe, le dépasse largement.

C'est l'enjeu de la restructuration du mouvement ouvrier aujourd'hui. Si

on la conçoit d'une manière statique uniquement organisationnelle, l'enjeu devient une fusion PS-PSU. C'est bien entendu un échec par avance, car tout ce que dit Craipeau sur l'impossibilité de changement de nature du PS serait vrai. Il est juste de dire que le PSU est une force sociale importante, qu'il est porteur du seul projet politique qui puisse permettre la révolution socialiste. Que le PS soit une force électorale importante sans contenu politique révolutionnaire, sans véritable insertion dans la lutte de classe est une réalité. Ce serait une erreur politique profonde de croire qu'il suffirait de fusionner pour que ces deux forces complémentaires, additionnées, donnent la grande organisation socialiste autogestionnaire dont les travailleurs ont besoin. Cela reviendrait à supprimer le PSU et ses acquis sans que la nature du PS actuel change. Nous serions réduits à un jeu de tendance dans un appareil, sans capacité réelle d'actions et de propositions autonomes qui puissent être reprises et amplifiées par le mouvement des masses. L'échec du CERES est riche d'enseignements.

Regardons ce qui existe aujourd'hui. Il y a un certain rapport de force entre les organisations politiques (organisationnel, électoral...). Il existe un certain rapport au niveau social (thèmes mis en avant, stratégie de luttes...). Il n'y a pas adéquation entre les deux rapports de force.

Il n'y a plus une lutte importante où les travailleurs ne mettent en avant les thèmes que nous défendons : assemblée générale des travailleurs, lutte antihierarchique, augmentation uniforme... La stratégie de contrôle ouvrier est prise en charge par de plus en plus de travailleurs. La C.G.T., par exemple, est forcée, devant ce mouvement en profondeur, de reprendre à son compte certains points (ex. : l'article de Le Guen dans **le Peuple** sur la stratégie salariale). Mais cette évolution du rapport de force au niveau social ne se traduit pas automatiquement au niveau politique. Les camarades qui croient que logiquement le rééquilibrage se fera tout seul font l'erreur consistant à croire que la prise de conscience des travailleurs au niveau social se traduit automatiquement dans l'instance politique. La lutte des classes ne connaît jamais un développement linéaire, les prises de conscience non plus.

Nous l'avons dit pendant et après la bataille des présidentielles, ce qui a manqué sans doute le plus pour la victoire, c'est un projet de société correspondant aux aspirations fondamentales de tous ceux qui subissent l'exploitation capitaliste. Si cela manquait, ce n'est pas que les travailleurs aspirent, spontanément, à des changements socialistes, mais qu'au travers du développement de la lutte de classe, ils en ont pris conscience. Nous retrouvons là le décalage entre

social et politique, puisque cette traduction d'une espérance de changement se faisait au travers de la victoire de Mitterrand.

C'est ce qui fait l'enjeu de la période. Le décalage existant entre l'instance sociale et l'instance politique crée pour le mouvement ouvrier la nécessité d'une restructuration. Mais cette restructuration peut avoir deux effets :

— ou bien, il existe les moyens de créer une puissante force politique socialiste autogestionnaire, et cela modifiera profondément les rapports de force dans le mouvement ouvrier ;

— ou bien nous n'avons pas la capacité de développer cette force et il est à craindre que la restructuration se fera dans l'autre sens. Sans possibilité de débouché politique, sans prise en charge à ce niveau du contenu de leur lutte ; petit à petit, il y aura effritement de la stratégie du contrôle, parce qu'il n'y aura pas de traduction en terme de pouvoir.

Créer les conditions d'apparition d'une force politique pour le socialisme autogestionnaire, puissante et crédible, cela veut dire quoi ? Pour moi, cela veut dire, vu les conditions, un rassemblement dans cette force de tous ceux qui consciemment ou non, au travers de leurs luttes de contrôle, aspirent à un tel changement. Nous

Convention du PS

Bien entendu, l'ensemble des militants ignore tout des pourparlers qui ont eut lieu, à plus forte raison des « contacts directs » dont parle Le Monde. Mais une chose est certaine. A la convention du P.S., qui a roulé entièrement sur l'adhésion du P.S.U. pas un seul des intervenants n'a mis en doute que le P.S.U. soit près à s'intégrer au P.S. Pas un seul notamment de ceux qui avaient longuement discuté avec les responsables du P.S.U.

Certains, du CERES, critiquaient les clairs-obscurs du rapport de Mauroy. Chez nous, au P.S.U., dans un parti qui se réclame de l'autogestion socialiste, il n'y a pas même de clair-obscur. C'est l'obscurité totale. C'est le rideau de fumée. Nous ne connaissons jamais les tractations dont notre parti était l'objet.

A la convention socialiste, le seul problème concernait « la minorité du P.S.U. », dont certains craignaient qu'elle ne soit majoritaire et « garde la légitimité du P.S.U. ». Ces craintes sont fondées. Notre parti a commencé sérieusement depuis Toulouse à jouer son rôle d'intellectuel collectif de l'avant-garde ouvrière. C'est la grande majorité du P.S.U. qui refusera de le voir brader à la social-démocratie.

La politique d'oscillation vers la social-démocratie l'a empêché de jouer son rôle au cours des derniers mois et a versé à torrent de l'eau au moulin réformiste. Comment le P.S.U. se serait-il développé quand toute la presse annonce son ralliement au P.S. ? Il faut redresser la barre.

L'expérience lamentable du « parti renouvelé » a eu au moins un mérite. Elle a montré par l'absurde aux militants de la gauche syndicale qu'il n'existe pas de voie moyenne entre le socialisme révolutionnaire pour l'autogestion et le réformisme : il faut choisir entre un parti réformiste qui n'existe que pour les élections et un parti révolutionnaire qui se donne pour tâche d'aider les travailleurs à prendre conscience dans les luttes de chaque jour des possibilités de l'autogestion socialiste. Tout ce qu'écrit l'appel des syndicalistes va dans le sens du second.

Dans la période qui s'ouvre, les échéances ne sont pas qu'électorales. En vain la bourgeoisie s'efforce d'anesthésier les masses populaires pour les empêcher de réagir. On peut s'attendre à d'importants mouvements sociaux. Dans quelle mesure suivront-ils l'exemple de Lip et de Pétichiney ? Dans quelle mesure

constitueront-ils une avancée décisive de la conscience ouvrière ? Dans quelle mesure prépareront-ils les travailleurs à exercer le pouvoir dans une conjoncture favorable — qu'elle soit électorale ou non ? La réponse ne dépend pas de la résurrection du parti social-démocrate et de son élargissement. Bien au contraire. Si les révolutionnaires s'enclavaient dans la social-démocratie, on pourrait être certain que ces mouvements se cantonneraient dans le cadre de la stratégie réformiste.

Ils ne pourront ouvrir la voie au socialisme, dans une étape ultérieure.

● que si les révolutionnaires gardent leur autonomie ;

● que si le P.S.U. retrouve le dynamisme qui a marqué profondément le mouvement ouvrier de Lip à Moulins et à la Saviem, faisant progresser les idées de démocratie ouvrière, de contrôle ouvrier, de lutte anti-hiérarchique, de liaison des luttes ouvrières avec celles des paysans ou des femmes, d'autogestion socialiste...

● que si la dynamique unitaire avec le P.C.F. et la C.G.T., qui s'est réalisée pour les élections, se poursuit, s'amplifie, se traduit en action quotidienne dans les villes et les régions — par exemple pour la défense de l'emploi, le soutien aux travailleurs immigrés, la liberté de conception, etc. ;

● que si l'ensemble des forces qui œuvre effectivement pour l'autogestion socialiste (parfois sans en employer le terme) se retrouvent dans l'action — des révolutionnaires à la gauche socialiste, des syndicats aux mouvements sociaux ;

● que si elles construisent ensemble le Mouvement pour l'autogestion socialiste, conformément aux décisions, jamais mises en application, du conseil national P.S.U. de novembre.

Telle est la seule voie du regroupement qui permettra de faire avancer la lutte révolutionnaire et conduira au pouvoir des travailleurs, objectif essentiel du Manifeste de Toulouse.

Yvan CRAIPEAU ■

espoirs que nous avons fait naître

devons donc regarder où ils se trouvent.

Dans le PSU d'abord bien évidemment, mais assez minoritairement. Dans le PS ensuite. On ne peut pas faire comme si nombre de travailleurs, de paysans, qui se sont battus sur nos positions, souvent avec nous, ne se retournent pas vers le PS pour y adhérer, même si la nature de cette organisation fait qu'ils n'y militent pas ou peu. Regardons les choses objectivement. Est-ce que nous pouvons dire que le PS d'aujourd'hui, c'est la même chose que la SFIO et la Convention d'hier ? Bien sûr que non. Le mouvement qui a été créé par Epinay lui a donné une base sociale (même si cette base ne suffit pas à donner une expression militante sur le terrain social) profondément différente. Et enfin, ceux qui ne se sont pas organisés, politiquement militent dans des organisations syndicales, des associations de parents d'élèves, des associations familiales, etc.

Il s'agit de créer une dynamique qui par l'ampleur de son développement, dépasse les cadres qui existent aujourd'hui. Est-ce possible ? Est-ce qu'elle sera suffisamment puissante pour ne pas être bloquée, engloutie dans la social-démocratie. La réponse ne peut pas être en termes affectifs, ou en analyse théorique coupée des réalités d'aujourd'hui, mais dans une vérification politique dans les faits.

Cette vérification ne peut se faire que par le débat. C'est pourquoi la DPN a proposé une rencontre des forces socialistes. Si cette rencontre ne doit être qu'une espèce de colloque entre des directions d'organisations, alors le parti en tirera les conclusions qui s'imposent. Si au contraire, dans le cadre de la préparation, il y a des débats au niveau régional, au niveau de la ville, au niveau des entreprises, entre des militants, partant de leur expérience pour se poser le problème du projet de société à construire, de la politique et de la stratégie qu'il faut pour avancer, de la nature du parti nécessaire, etc., alors il se créera un mouvement, une dynamique qui déboucheront sur des assises d'une tout autre nature. Le Parti pourra alors mesurer concrètement les réalités, peser l'évolution et débattre des conséquences que cela peut avoir sur la stratégie, au besoin sur son existence propre.

On ne peut pas faire l'impasse sur le PS, tant pour les raisons évoquées plus haut que pour les espoirs que bon nombre de travailleurs placent en lui sur sa capacité de créer des conditions de changement politique comme sur les possibilités de changement qui peuvent exister en son sein.

Yvan, dans sa tribune, nous dit : le PS a dit non et accepte seulement de s'élargir. Sérieusement, attendait-il

une autre réponse de l'appareil de ce parti ? Le patriotisme de parti, la crainte pour les notables sociaux-démocrates de voir cette dynamique se développer, le refus pour d'autres de voir clairement mis au jour l'échec de leur stratégie, tout cela concourt à ce qu'aujourd'hui les interventions à la convention du PS convergent dans ce sens. Remarquons malgré tout que le texte de la résolution ne pose plus le problème de l'intégration pure et simple.

Et puis, est-ce parce que le PS n'accepte pas immédiatement ce que nous proposons que tout cela est terminé ? Le PSU n'a pas l'habitude de capituler au premier écueil !

Il ne s'agit absolument pas de liquider le PSU ni la perspective autogestionnaire. Il s'agit de voir si le développement de luttes sociales qui se situent dans cette perspective peut trouver sa traduction sur le terrain politique et dans une organisation socialiste de masse.

On peut aussi, par repli sur soi-même, ou par maintien de statu quo, comme le propose en fait Yvan Craipeau tout faire pour qu'au grand parti social-démocrate se développe en France. Est-ce la bonne solution pour la classe ouvrière, pour l'avancée du socialisme ?

Alain RANNOU ■

PRENEZ CONTACT AVEC LE PSU

Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

gauche

questions au Parti communiste

Le Parti communiste avait jusqu'ici une stratégie d'opposition. L'ampleur du mouvement populaire qui a porté la gauche lors des dernières présidentielles le conduit à s'interroger aujourd'hui en termes de pouvoir. Le fait est incontestablement positif. Mais du même coup, cette évolution éclaire plus nettement les questions qui vont se poser au Parti communiste et à toutes les forces de gauche.

I ne suffit pas en effet d'indiquer comme le faisait Jean-Pierre Chevènement dans une tribune libre au Monde, que le PC peut se permettre un certain nombre d'audaces tactiques à cause de sa tradition léniniste. Le problème est autrement plus important et il débouche sur deux grandes questions :

1) y a-t-il une stratégie « à l'italienne » possible en France ?

2) le socialisme est-il, oui ou non, à l'ordre du jour ?

Pour quiconque se pose sérieusement le problème du pouvoir. Il n'est pas possible de balayer d'un revers de la main cette double interrogation.

contradiction

Il est parfaitement exact par exemple que l'ouverture d'une expérience de gauche en France nécessite un appui populaire considérable qui ne peut se réduire au simple franchissement d'une barrière électorale de 50 %. Quelles que soient ses limites, l'existence d'un accord politique

entre le Parti communiste et le Parti socialiste, effraye trop la bourgeoisie pour qu'elle accepte tranquillement une expérience de gauche. C'est dire que l'élargissement des bases sociales d'une telle alliance constitue effectivement un problème majeur. Quand on constate qu'une partie importante de l'électorat de Giscard est constitué d'hommes et de femmes ayant un revenu mensuel familial inférieur à 2 000 F par mois, il est clair qu'une victoire de la gauche capable d'ouvrir une transition au socialisme n'est possible que si se produit une modification politique majeure du comportement de ses classes sociales.

Tout le problème est de savoir si le Parti communiste apporte aujourd'hui une réponse adéquate à cette question. Nous ne le pensons pas. D'abord, parce qu'une stratégie calquée sur celle du Parti communiste italien rencontre cette contradiction majeure et absolue qui est tout simplement l'absence d'interlocuteur réel. Le gaullisme est une chose, l'UDR en est une autre. Et personne ne peut croire sérieusement qu'il soit ni souhaitable, ni possible de passer une quel-

conque alliance avec des forces qui se sont toujours situées clairement du côté de la bourgeoisie.

l'impasse

Ensuite et surtout, parce qu'une telle stratégie, loin de provoquer une évolution politique de couches sociales étrangères à la gauche, entérine la coupure entre conscience sociale et conscience politique. Les travailleurs qui votent à droite ne le font pas parce qu'ils sont spécialement attachés aux idéaux des Sanguinetti, Lecanuet et autres Servan-Schreiber. Ils le font parce que la coupure entre leur vie quotidienne, l'exploitation dont ils sont l'objet et les choix politiques leur apparaissent appartenir à deux univers complètement étrangers.

L'impasse d'une stratégie purement électorale, c'est qu'elle perpétue la coupure entre un citoyen abstrait et la réalité sociale des individus et des collectivités. Gagner ces couches sociales, c'est prendre les moyens nécessaires pour que s'établisse une liaison claire entre vie sociale et vie politique. C'est développer une stratégie de lutte en termes de contrôle qui place les travailleurs devant la nécessité d'attaquer un système économique et politique global et pas simplement leur patron. C'est développer une réelle unité populaire qui s'attaque aux divisions internes au mouvement populaire et ne pas se contenter de l'union de la gauche limitée aux seules organisations politiques. En ne prenant pas réellement le problème à ce niveau, le Parti communiste risque de passer à côté des enjeux essentiels. Et nous retrou-

vons ici le débat sur le socialisme lui-même.

Là encore, il est parfaitement exact d'affirmer que le passage au socialisme ne peut se faire du jour au lendemain. Il est non moins exact d'affirmer, comme l'a fait Georges Marchais, que le choix du socialisme suppose un débat politique démocratique dans tout le pays. Mais l'erreur est d'en conclure que, du même coup, la gauche n'aurait plus à parler de socialisme.

convaincre

Sans projet de société, il n'y a pas de liaison possible entre les batailles d'aujourd'hui et celles de demain. Sans projet de société, la gauche ne peut qu'être prise à contre-pied par un Giscard qui aura beau jeu, comme il l'a fait lors des présidentielles, de se présenter lui-même, et le système qu'il représente avec lui, comme porteur « d'avenir ».

Allons plus loin. Toutes les questions posées aujourd'hui touchent au cœur du système de production : écologie, croissance, formation, type d'habitat urbain, rapports sociaux... Elles exigent une réponse en terme d'alternative socialiste. Et d'ailleurs, la seule façon de lever l'hypothèque du socialisme bureaucratique et de l'anti-communisme n'est-elle pas justement d'ouvrir au fond le débat sur le type de socialisme que nous voulons ? Car le problème aujourd'hui n'est pas tant de « rassurer » que de convaincre.

Gérard FERAN ■

l'Appel gagne la province

Samedi 22 juin a eu lieu à Paris une réunion de signataires de l'Appel pour participer au développement d'une grande force socialiste regroupant des militants régionaux et parisiens appartenant à diverses organisations (CFDT, CGT, FEN, Objectif Socialiste, GAM, Groupes TC, Planning Familial, MARC, Vie Nouvelle, organisations de consommateurs, associations familiales).

Le débat a montré l'intérêt profond que suscite l'Appel parmi les militants de diverses origines. Pour amplifier ce mouvement il a été décidé d'accélérer la mise en place

des coordinations régionales de l'Appel, de développer un puissant courant de signatures et d'engager le débat de manière décentralisée. A cet effet, des réunions régionales et locales d'information et de discussion seront organisées dans les jours et les semaines à venir.

Le principe de la tenue d'Assises pour le Socialisme ayant été accepté par les organisations politiques concernées (PS et PSU), les participants à la réunion ont précisé ce qu'ils en attendaient :

1 - Les Assises devraient être centrées sur deux questions :

— la définition d'un projet de société socialiste fondé sur l'autogestion d'une part, — et l'interrogation sur ce que signifie concrètement militer pour le socialisme d'autre part (quel mode d'intervention dans l'entreprise, sur les terrains du cadre de vie, de l'environnement, de l'école, etc... ; quelles formes d'organisations dans l'entreprise, dans les quartiers et les localités).

2 - Ces Assises prendront toute leur signification grâce à une préparation largement décentralisée à la base, tant dans les localités que dans les entreprises. Cette préparation permettra à des militants du

PS du PSU et aux signataires de l'Appel de faire l'expérience d'un travail et d'une réflexion en commun ;

3 - Pour cette raison, il est souhaitable que les Assises puissent avoir lieu courant octobre afin qu'un réel travail de préparation s'effectue. Cette préparation constitue l'amorce d'un grand débat politique de masse sur le sens et l'avenir du socialisme en France.

Le collectif de l'Appel

Paris, le 25 juin 1974
Permanence Nationale : 33 rue Godot de Mauroy 75009 - Paris
T. : 073.37.38 (de 10 h 30 à 18 h).

ORTF : du livre blanc à l'écran noir

« En raison de l'arrêt de travail de certaines catégories de personnel... ». C'est, depuis un mois, la rengaine des speakerines aux voix désolées. Depuis un mois en effet, et hormis quelques trêves tactiques, les catégories de techniciens A2 et T2 poursuivent la grève, que l'on cherche, bien sûr, à rendre impopulaire.

Et pourtant, le rapport Chinaud de 3 500 pages dont 350 ont été rendues publiques, met la question de l'ORTF et de son fonctionnement à l'ordre du jour. De son côté, dans son Livre Blanc sur l'information à l'ORTF, publié entre les deux tours des présidentielles, le Syndicat national des journalistes fait le constat du démantèlement d'un service public et de la privatisation guetée par les Républicains indépendants.

Quelques dates : 1972, scandale de la publicité clandestine — 1973, Arthur Conte est remercié — 1974, Marceau Long (actuellement en sursis) et le nouveau pouvoir veulent le démantèlement de l'Office et mettre en place la privatisation. Riposte des syndicats par la grève qui, pour l'instant, touche les techniciens de radio et de télévision. Défense et sécurité de l'emploi, du droit de grève, du monopole, de l'information et de la culture, refus de la privatisation, tels sont les axes du combat.

Pour défendre l'emploi, l'arme est la grève. Mais le pouvoir cherche à briser le droit de grève. Le Livre Blanc répond : « Pour le spectateur le droit de grève est la seule garantie que le personnel de l'ORTF aura les moyens de lutter pour lui offrir une meilleure télévision ; la seule manière pour le citoyen de prendre date pour l'avenir, de ne pas permettre que ses droits de cheminots, de gaziers, d'enseignants, bref de citoyen et de

travailleur ne soient pas un jour remis en cause ».

De son côté, le Pouvoir a placé Chaban et ses amis chez Hachette, Denis Beaudoin à la Sofirad (1), Poudevigne à Radio-Monte-Carlo tandis qu'Havas et un groupe belge contrôlent RTL. Quand Pompidou parlait de « la voix de la France », s'agit-il d'interroger le Livre Blanc de « celle de la terre et des morts que décrit Barrès, la France des travailleurs que chante Ferrat ou la France de Guy Lux en forme de ticket de PMU » ? En fait, on a peur de montrer les témoignages sur la catastrophe de Vierz, les propos des travailleurs des potasses ou d'Usinor, de Lip.

« Voix de la France », privatisation... « Lors du récent débat budgétaire sur l'ORTF, les plus chauds partisans de la télévision privée sont étonnamment et dangereusement restés silencieux. Ce silence éloquent peut signifier que les choix politiques majeurs sont faits, les assurances

données, les échéances fixées : comme les grandes douleurs, les grandes joies sont parfois muettes » (L.B. - p. 28).

Ou alors, il suffit de faire parler « l'opinion publique » cette autre grande muette qui sait donner de la voix quand il faut : ainsi, nous révèle un sondage publié dans France-Soir (tiens tiens, c'est une tentacule de la pieuvre Hachette, ça...) 70 % des Français seraient pour la télé privée. Edouard Guibert, secrétaire du SNJ-ORTF rétorque : « tel le fascisme approuvé à l'époque par 80 % des Allemands et courageusement combattu, la privatisation est un mal qu'il faut combattre ».

F.C. ■

(1) Société financière de radiodiffusion : 83 % des actions de RMC, 99 % de Sud Radio, 32,5 % d'Europe 1 et aussi 38 % de RTL. Le PDG de Sofirad est nommé par le Conseil des ministres.

la santé est bien malade

Le personnel de nuit du « Bon Sauveur » a dépassé son mois de grève. Le « Bon Sauveur » est une de ces institutions psychiatriques dirigées depuis bientôt un siècle par des religieuses ; « à la satisfaction générale » n'a pas manqué de souligner M. Triboulet, conseiller général et ex-ministre U.D.R...

Il est vrai que les « fous » ne sont plus dans la rue, que les « bonnes sœurs » sont des bonnes travailleuses puisqu'elles ne revendiquent jamais, et il n'est pas moins vrai que prier pour les malades mentaux est beaucoup plus rentable que de les soigner. Dévouement, silence, prière, voilà la « satisfaction générale ».

Hélas, les religieuses se font rares et aujourd'hui le personnel « civil » lève le voile. Il pense que travailler dans de bonnes conditions vaut mieux que de se dévouer dans de mauvaises conditions. Et considérant que la santé « ça nous concerne tous », il a décidé de rompre le silence, car si la prière « ça peut être un moyen » cela ne peut en aucun cas tenir lieu de politique générale de la santé.

Une fois encore le combat est clair. Les grévistes réclament de meilleures conditions de travail et de soins. Ils sont 26 la nuit pour 1 000 malades (et seulement un interne). Les locaux sont vétustes, l'installation sanitaire est très insuffisante et il faut avoir recours à des cuvettes et des éponges pour laver les malades. A ces revendications s'ajoutent une réduction du temps de travail (un travailleur de nuit ne bénéficie que d'un week-end sur cinq) et la demande d'une indemnité de « salissure ».

La direction refuse la négociation. Son dévouement pour autrui

ne s'applique pas aux grévistes. Et elle n'hésite pas à tromper l'opinion publique en publiant un communiqué du genre : ils n'ont pas à se plaindre... regardez leurs salaires... et de les publier. Ils sont faux. Quant aux conditions de travail et de soins, l'essentiel du conflit... rien... ou plutôt si. Elle n'en est pas responsable, dit-elle, ne fixant pas elle-même le montant des prix de journée.

A ce propos, une anecdote. Jusqu'en 1963, les prix de journée étaient fixés à partir du dossier présenté par la direction. Théoriquement, il n'y avait pas de limite. Or, cette année là, le ministre des finances a imposé une fourchette. Le ministre s'appelait Giscard d'Estaing.

Les grévistes sont donc allés voir la DDASS... qui ne peut rien sans le préfet... qui ne pouvait rien faire sans président de la République et sans le ministre de la Santé qui avait beaucoup d'autres choses à faire.

Alibi

Alors ? Maintenant le président est élu. Ça devrait se débloquer. Eh bien non. Direction, DDASS et préfecture refusent toute négociation tant que les grévistes n'assureront pas le service de sécurité (ils sont en grève totale, laissant la direction assurer le service de sécurité ; ils avaient pris la peine pour cela de donner un préavis de 48 h).

Il est clair désormais qu'ils jouent la carte du pourrissement de la grève dont ils s'accommodent finalement très bien. D'autant plus que le soutien est difficile, précisément à cause de cette grève totale, mal accueillie par les services hospitaliers pour qui « on n'abandonne jamais un malade ».

Déontologie, alibi... et ambiguïté pour les médecins. Pour eux, « ne pas abandonner » ne signifie absolument pas « tout faire ». Ils se sont rangés délibérément auprès de la direction. Il faut signaler que chacun d'entre eux touche environ un million ancien par mois qui s'ajoutent pour certains aux revenus qu'ils tirent de leur cabinet en ville.

● IRPD démantelé

Le personnel de l'Institut national de recherche et de documentation pédagogiques à Paris vient d'apprendre que le service de la recherche pédagogique va être démantelé en raison de la réorganisation du ministère. Ce



service coordonne les travaux de plusieurs milliers d'enseignants de tous niveaux et de toutes disciplines. Certaines de ses recherches portent sur les moyens propres à limiter la ségrégation et l'échec scolaire, d'appliquer à la pédagogie l'état des con-

Si on considère qu'il n'y a qu'un médecin et deux internes pour 130 malades en moyenne, on imagine facilement quel type de psychiatrie est pratiquée au « Bon Sauveur ». Elle avait déjà été mise en relief lors d'une grève illimitée déclenchée en octobre 72, dénonçant l'aspect répressif de l'hôpital psychiatrique et remettant en cause la « psychiatrie de papa » qui repose essentiellement sur la chimiothérapie et non sur un rapport psychothérapeutique, seule méthode permettant le dialogue médecin-patient et une certaine liberté d'action du malade. C'est le niveau idéologique.

Corresp. ■

(*) DDASS : direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

naissances scientifiques. Ne sont-elles pas de ce fait contestées par le ministère ? Citons pour mémoire la censure du Plan de rénovation de l'enseignement du français (dit Plan Rouchette) avant sa publication.

Outre le caractère autoritaire de la « réorganisation », les personnels dénoncent une mesure qui compromettrait l'aboutissement ou le développement de travaux engagés depuis de nombreuses années. Ils redoutent qu'elle ne soit l'occasion de compression de personnel.

● Hôpital psychiatrique de Ste-Marie de l'Assomption. On en a déjà parlé dans TS. L'occupation des locaux (au Puy, à Privas, Clermont-Ferrand, Rodez) démarrée depuis six semaines, continue. La direction répand des mensonges : des grèves tournantes sont appelées « reprise du travail ». A ce petit jeu, la solution ne peut que venir d'un miracle ! Camarades, priez pour les travailleurs... L'aumônière attend vos oboles : Syndicat départemental Santé CFDT - CCP 329 - 33 N - Toulouse.

L'armée française n'est plus en paix. Elle croyait pourtant avoir suffisamment payé : la tragique et humiliante défaite de 1940, les retraits précipités d'Indochine et d'Algérie, l'OAS désavouée par le pays... Mais voilà que depuis 1968 se développe un mouvement qui conteste l'institution militaire même, et remet en cause dans la foulée le « service » baptisé maintenant « national ».

Il est loin en effet le temps de Louis Lecoq et de sa poignée de pacifistes intégraux. Loin aussi celui des manifestes contre l'armée et la conscription au temps de la guerre d'Algérie, qui étaient souvent mal vus des forces de gauche. Aujourd'hui, l'armée essuie un feu roulant de critiques : efficacité et légitimité de la force de dissuasion nucléaire, utilité du service militaire, degré de compromission de la hiérarchie avec la droite et les forces de l'argent. Des groupes existent, des actions sont organisées, les principes sacro-saints malmenés, et les chefs de l'armée n'ont pas de trop de leur formation saint-cyrienne pour vitupérer sur les ondes ou dans les journaux complaisants « ces curés qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas », ces « pacifistes bêlants », ces « jeunes irresponsables chevelus ».

Mais ils ont fort à faire. Avec les objecteurs de conscience qui contestent aujourd'hui le « service civil » à l'ONF créé à leur intention ; avec les insoumis, pour lesquels l'objection est un geste délibérément politique, et qui n'ont pas craint d'accumuler les brimades les plus dures et les années de prisons ; avec les appelés maintenant, qui arrivent à faire parler d'eux hors des casernes, créent des comités de soldats, et signent des cahiers de revendications.

Depuis les élections de mars 1973 et l'invasion de la caserne Dupleix, à Paris, on a installé des piquets de sécurité qui veillent en permanence aux portes des bâtiments militaires ; au lendemain de l'élection de Giscard, des chefs de corps ont fait passer tranquillement leur bétail à la tonte : ils avaient peur mais ils sont rassurés, tandis que sur le Pacifique les champignons succèdent aux champignons. La lutte sera dure, l'armée ne changera pas toute seule ; il faut l'aider !

Ph. M. ■

le refus d'un insoumis

Jean-Michel Duclos est un insoumis total : la vue d'un uniforme lui fait voir rouge, il ne détaille pas son refus...

Sachez, Monsieur le Ministre, que je ne me sens absolument pas concerné par cette « dette » à la France qu'est le service national, ni non plus par la France, la « patrie », qui n'est en réalité que la patrie des saints intérêts des gros et des nantis, une espèce de cache-sexe pour masquer leur vice principal, la puissance, le profit maximum sur le dos du plus grand nombre. De toute façon « c'est toujours le peuple qui est au bout du fusil » (...)

Et l'ennemi, le seul ennemi qu'on puisse avoir, c'est vous et la caste des oppresseurs, des nantis que vous représentez.

C'est vous l'ennemi des peuples dissidents du Tchad, des paysans et étudiants malgaches, des populations de la Martinique quand vous protégez les gouvernements fantoches qui livrent leurs richesses à la clique des grands gangsters internationaux et légaux, je veux parler des trusts qui depuis l'ère du colonialisme pillent les pays du Tiers monde sans aucun scrupule.

C'est vous l'ennemi des paysans du Larzac et autres lieux d'extension de camps militaires, d'Occitanie et d'ailleurs, pays où il faut bon vivre et que vous transformez en zones désertiques, brûlées, criblées de mille trous d'obus, parcs d'engins de mort.

C'est vous l'ennemi du peuple français, quand au nom du prestige de la France, pour l'honneur, l'immense honneur d'avoir le centième, le millième de la puissance atomique des Etats-Unis, « le pays de la liberté éclairant le monde », vous gaspillez

20 ou 30 % du budget national, quand des vieux, laissés pour compte parce que non rentables, sont encasernés dans des hospices.

C'est vous l'ennemi de la jeunesse quand l'école ne remplissant plus tout à fait son rôle castrateur, vous essayez d'incorporer les jeunes le plus vite possible, pour mieux endoctriner, mûrir les esprits, pour mieux leur apprendre le culte de l'obéissance, de la hiérarchie, du chef, pour leur ôter leur sens critique, leur libre créativité, leur envie de vivre, pour mieux les préparer à leur future condition d'exploités, pour qu'on puisse mieux plus tard les isoler, les « robotiser », les individualiser, pour mieux leur inculquer les normes de la société bourgeoise selon lesquelles chacun doit faire son trou, sa situation pour le meilleur règne des plus gros.

Je refuse le statut d'objecteur de conscience complètement édulcoré et récupéré, et le service civil qui n'a pour moi qu'un rôle de bouche-trou face au manque de la politique sociale du gouvernement (les défavorisés n'ont pas besoin de charité mais de justice).

Je refuse la coopération qui veut dire pour moi ; leur apprendre à lire, à penser et à vivre « français », et — par là — propager le colonialisme.

Je vous souhaite « la plus grande campagne de dénigrement » que vous n'ayez jamais vue, et que la vérité — par delà la télévision et la plus grande partie de la presse, complètement pourrie et tranquillitante — précipite la chute du système que vous représentez.

Vive la vie et la justice, à bas cette société qui nous met déjà en taule dès notre jeunesse.

J.-M. DUCLOS ■

Ecrue 7447 Fort Montluc BP1

● « Liberté d'information et de discussion dans les casernes, libre choix de la date d'incorporation, suppression des brimades et des incorporations hors des frontières, solde égale au SMIC, droit de réunion, et abolition des tribunaux militaires... » : cent soldats avaient eu le courage de signer pendant la campagne présidentielle une plate-forme qui posait pour la première fois, à la base et de l'intérieur, le problème du contingent. Aujourd'hui, ils sont plus de six cents ; mais les sanctions ont commencé à pleuvoir. C'est dur, mais la campagne de solidarité s'organise sous forme notamment de « comités de soutien aux soldats ».

● Après le Larzac, Canjuers. Le plateau de Canjuers est devenu, par la volonté des militaires, le plus vaste camp d'entraînement européen. Aujourd'hui, des commandos « marines », des paras, s'y entraînent en permanence. Pour s'y opposer publiquement, une grande fête populaire se tiendra les 13 et 14 juillet à Tourtour (Haut-Var), à 15 km de Draguignan.

● Les anti-militaristes européens ont tenu leur premier rassemblement à Paris les 15 et 16 juin : parmi la vingtaine d'organisations représentées, il y avait notamment l'IRA provisoire, les Comités de soldats de Suisse, le BVD des Pays-Bas, le Comité antifasciste grec. Le principe d'un rassemblement contre l'OTAN en Hollande, au mois de novembre, a été retenu.

● Selon l'hebdomadaire allemand « Der Spiegel » (Le Miroir), les officiers qui faisaient visiter à des journalistes allemands et britanniques les installations de dissuasion nucléaire de l'armée française n'ont pas caché que le dispositif français n'est plus destiné à une défense « tous azimuts », mais tourné vers l'Est : « Relisez donc la déclaration gouvernementale française, a dit à l'envoyé du Spiegel un officier supérieur. Nous sommes dans l'alliance, et voyez contre qui... ».

● Le 6 mai dernier, une compagnie du 51e RI refusait d'aller au camp d'entraînement commando de Margival, ce camp dont sont partis le 23 janvier 1974 les 16 soldats fauchés par un train sous le tunnel de Chezy-sur-Marne. Ils ont exigé de connaître les résultats de l'enquête avant de partir...

● Des sous-officiers de nationalité chilienne s'entraînent actuellement en France — mais oui ! — et sur du matériel militaire français. La manifestation contre la junte, jeudi à Paris, c'était aussi pour dénoncer « ça ».



Extrait d'une revue officielle de l'armée, Forces Armées Françaises.

VEHICULE BLINDE A VOCATIONS MULTIPLES...

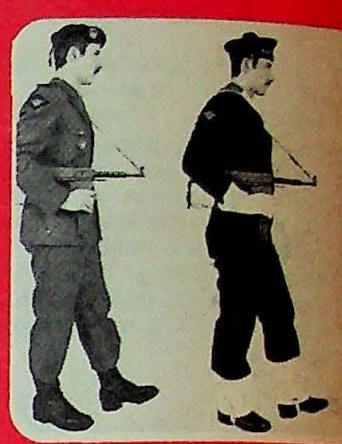
organes mécaniques à hautes performances : moteur V 8 boîte 6 vitesses synchrone à sélection boîte de transfert 2 ponts moteurs

toutes les missions tactiques : transport de troupes légère défense en surface accompagnement et appui

tous armements : mitrailleuses légères canon automatique de 20 mm mortiers de 60 et de 81 mm lance-missiles anti-char lance-rocket canon de 90 mm porte-mitrailleur de 120 mm

berliet

ras



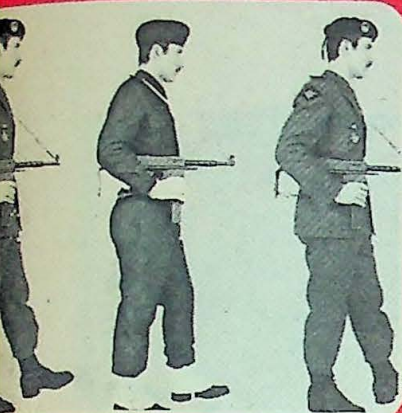
dan
case

à la r
de l'e

Au camp de La Courtine, dans la Creuse, depuis une quinzaine de jours, des manœuvres de la Gendarmerie nationale se déroulent au grand dam des cultivateurs qui voient, avec des réactions diverses, ces hordes de « martiens » casqués et équipés pour les combats contre l'« ennemi intérieur », se répandre dans leurs champs et jusque dans la cour de leur ferme... Un de mes beaux-frères m'a cité le cas d'un voisin qui, s'étant opposé au passage de ces intrus dans son pré a vu, sous ses yeux, la barrière clôturant ce pré complètement renversée ! Lui-même, se trouvant nez à nez avec l'un d'eux, sortant de chez lui avec l'un de ces martiens en casque de combat avec visière de plexiglas, lui a demandé ce qu'il pouvait bien faire là. La réponse a été celle-ci : « Nous cherchons l'ennemi, n'auriez-vous pas vu ? » (!)

Mais tout cela n'est qu'une monnaie courante et les paysans du coin y sont habitués par force, ces manœuvres étant très fréquentes. Il y a plus grave : le thème de ces manœuvres de la Gendarmerie Nationale n'est un secret pour personne dans la région. Il suffit d'écouter les officiers s'expliquer dans leurs talkies-walkies ou leurs radios-téléphone : l'ennemi c'est le « communiste », voire le socialiste et Mitterrand était cité nommément, ils n'ont même pas pris la précaution d'

e
e bol



les
rnes

cherche
nemi...

coder !... Mes beaux-frères ont entendu un officier annoncer qu'une « réunion de Mitterand avait rassemblé 100 personnes dans le village de Mont-la-Pinte » et l'opération consistait à encercler ledit village pour neutraliser l'ennemi intérieur. De tels propos sont à peine croyables dans la bouche d'officiers de l'Armée française, quelques semaines après l'élection d'un président de la République qui prétend donner droit de cité à l'opposition de gauche.

J'ai assisté moi-même, un dimanche après-midi, au déploiement des forces qui agissent soi-disant au nom du « peuple français » et pour sa protection. C'est assez édifiant. Allées et venues de véhicules de tous gabarits, certains chargés d'hommes casqués d'autres montés par des officiers en képi ; arrêts fréquents ; parolottes au radiotéléphone ; désœuvrement des hommes et des « ennemis » en survêtements qui traînent dans les chemins aux abords des habitations, discutant quelquefois avec quelque vieux paysans privés de distraction ou... chassant la grenouille... !

Et dire que ce sont les contribuables qui paient ces « parasites » 2 000 F par mois (pour les moins payés).

A.G. (Clermont-Ferrand) ■

les « brimades » au 24ème RIMA

Que se passe-t-il au 24ème RIMA de Perpignan. Alertés par des appels sur l'existence de nombreuses brimades dans cette caserne et au cours des exercices, une commission d'enquête s'est constituée à l'initiative du Comité de Défense des Appelés et avec l'appui de diverses organisations locales (dont la fédération du PSU). Voici quelques uns des témoignages qu'ils ont pu recueillir. Tous ils révèlent un climat scandaleux à l'intérieur des casernes que les appelés sont de moins en moins disposés à supporter, à Perpignan comme ailleurs.

Les pelotons forment l'encadrement. Le traitement que l'on fait subir aux futurs gradés a comme fonction de leur faire reproduire une attitude dure lors de la formation des appelés. C'est pourquoi les exemples les plus significatifs des mauvais traitements ont comme origine les divers pelotons. (Peloton de la 2 = peloton auquel participent les soldats rentrés en février).

● CAS N° 1 : aux pelotons de la 2 et de la 8, au cours d'un exercice, on donne un message à un soldat qui doit le transmettre sans se faire prendre. S'il est pris, il est tabassé jusqu'à ce qu'il révèle le message. Au mois de septembre, un soldat a été torturé avec un fil de fer barbelé pour avouer le contenu du message.

● CAS N° 2 : au peloton de la 12, l'entraînement est à ce point intensif que le tiers des soldats est constamment à l'infirmerie. Certaines marches, toutes les six semaines, consistent en un parcours minimal de 60 km.

● CAS N° 4 : au peloton de la 12, deux malades du cœur se sont évanouis pendant le parcours du combattant. Ils n'ont pas été dispensés de marches.

● CAS N° 5 : aux pelotons de la 2 et de la 6, le Lieutenant fait grimper les soldats en tenue de sortie sur une corde de 8 m pour chercher leur permission. De même, il arrive qu'on déchire les permissions devant les appelés ou bien qu'on les leur fasse déchirer eux-mêmes.

● CAS N° 6 : aux pelotons de la 2 et de la 6, des gradés mettent des pierres dans les sacs des soldats, certaines à leur insu, d'autres en leur faisant choisir, mais à condition qu'elles soient suffisamment grosses.

● CAS N° 7 : au peloton de la 10, dans le stand de tir, au cours d'un exercice, on fait passer les soldats entre des bâches très lourdes (7 m x 7 m) et le sable. Lorsqu'ils arrivent au milieu de la bâche, des gradés montent sur celle-ci et entourent le soldat de manière à l'empêcher de sortir, et ceci jusqu'à suffocation.

● CAS N° 8 : au peloton de la 10, des soldats, pour avoir, l'un fumé dans un camion, l'autre perdu son fusil à la suite d'une marche de 35 km (pendant laquelle il portait sur ses épaules un camarade épuisé) et deux autres qui, n'ayant pas l'habitude, ont retourné la tête dans le champ de tir (ce qui constitue une faute !), ont tous été attachés à un arbre avec un ceinturon, les jambes pendantes, sous la pluie et durant toute la nuit. Ils n'ont été détachés, à 4 h du matin, que lorsque l'un d'eux a menacé de porter plainte.

Une consultation quelle qu'elle soit, à l'infirmerie ou chez le dentiste, entraîne automatiquement la suppression des permissions.

Pour habituer les soldats aux gaz lacrymogènes, on les fait séjourner dans une chambre remplie de gaz, dont la porte est fermée. En principe les soldats ont un masque. Mais parfois on le leur arrache, ou bien on leur fait faire des « pompes ». D'autres fois, il y a 15 appelés dans la salle et seulement 14 masques. A la fin de l'exercice, les soldats ôtent leur masque. Au moment où ils vont sortir, la porte reste fermée, et les soldats respirent les gaz toxiques...

Les balles à blanc sont dangereuses dans un rayon de 5 m si le fusil n'est pas muni d'un bouchon spécial. Dans le cadre d'un « bizutage » (qui est une pratique courante) des appelés gradés tiraient avec un fusil et une mitraillette (sans bouchon) des balles à blanc dans les jambes des appelés. Au cours d'un repas, l'un d'eux a fait éclater une bouteille de vin entre les mains d'un soldat.

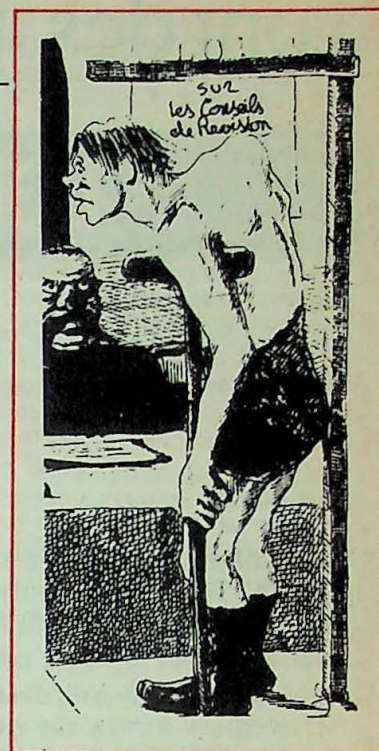
Parmi les jeux, l'un consiste à mettre une grenade dégoupillée dans la poche du soldat. Celle-ci est en plâtre, mais peut blesser sérieusement (lors de l'explosion de la grenade, la partie en plomb est projetée à 25 m). Un soldat a été blessé à la cuisse et a été soigné par le sergent lui-même qui lui a interdit d'aller à l'infirmerie. Autre jeu : grenade dégoupillée entre les cuisses, au garde à vous. Au peloton de la 4, dans les gardes de nuit, pour s'assurer que les soldats ne dormiront pas, on leur met une grenade dégoupillée dans la main.

Dans une des compagnies, tout le monde est obligé de faire la « piste du risque ». Un gars est tombé, il a le bras bousillé et la clavicule cassée. Maçon, il ne pourra plus exercer son métier. Il est en congé de maladie indéterminé. (Le refus de la piste du risque entraîne huit jours d'arrêts alors qu'il est légal).

Au parcours du combattant, les accidents sont peu rares. Un soldat de la 11ème compagnie a eu récemment les deux genoux brisés, un autre les dents cassées. Ces accidents touchent surtout les dents, les genoux et la colonne vertébrale.

hauts-faits d'armes

Histoires du Sergent X : il veut faire sauter le quartier arabe de Perpignan.



Il veut retourner au Tchad casser du noir. Il raconte aussi qu'au Vietnam, ayant à sa charge cinquante prisonniers, il les a fait libérer, mais au moment où ils ont voulu s'en aller, il les a fait mitrailler. L'Adjudant de la 1ère Compagnie se vante d'avoir utilisé la « gégène » en Algérie. Z., appartenant à l'encadrement du peloton de la 12 est connu à Toulouse comme un dirigeant du Service d'Ordre d'Ordre Nouveau. 80 % de l'encadrement a « fait » l'Indochine et l'Algérie. Le reste a fait le Tchad...

Alors que certaines familles sont dans une situation dramatique sur le plan financier et moral, à la suite du départ d'un des leurs au régiment, les demandes de libération anticipée pour soutien de famille entraînent d'une manière invraisemblable. Par contre, pour ceux qui bénéficient de « protections », les choses vont vite.

Faits de racisme : Il est difficile de donner des faits précis pour des raisons de sécurité, mais il suffit de savoir que, par exemple les Tahitiens, les Arabes et les Corses sont, pour la plupart, affectés aux compagnies commando. Sur 20 Tahitiens, 19 sont en Compagnie. Tous les Corses sont en Compagnie. Les Arabes sont en général plus maltraités que les autres. A côté d'injures, les permissions leur sont plus fréquemment supprimées ; des jours d'arrêt leur sont donnés pour des prétextes futiles. Des tentatives sont faites pour opposer Arabes et Israélites dans la caserne.

La conception générale à l'instruction des classes est de « serrer » le soldat le plus possible (corvées, punitions, suppression des permissions). L'accent est mis lourdement sur des marches avec des fusils lourds, longues et harassantes.

Il existe un climat de défiance à l'égard des « communistes » et des « intellectuels ». Au cours des exercices, les communistes sont toujours les ennemis. On apprend aussi à reconnaître les chars russes alors qu'on ne parle pas des chars américains et à peine des chars français. Lorsque le dossier d'un militant arrive à la Sécurité Militaire, il est muté dans la 2ème Compagnie (la plus dure).

En cas de conflit, le 24ème RIMA, qui appartient à la DOT, doit assurer la défense du pays et les « valeurs »

La vie quotidienne est faite de tous ces faits et de tas d'autres qui la rendent intolérable. ■

à la guerre sociale ?

La Loire : une région bien connue des habitués de TS. Non seulement pour ses richesses touristiques réelles — d'ailleurs récemment mises en valeurs par quatre camarades de la Loire baptisés par nous « anti-Trigano ». Mais surtout par quelques noms de batailles célèbres. Rien que pour ces derniers 18 mois — sans remonter à Zola qui puisa souvent son inspiration de cette terre — voici des nouvelles fraîches du front tel que s'y battent les travailleurs de la Loire, dans un contexte que décrivent ici nos camarades de la rédération du PSU.

- Cégédur - Rive-de-Gier (décembre-janvier 73) : 7 semaines de grève, avec occupation.
- Labo KLG - Chazelles : usine occupée du 7 avril au 10 mai 73.
- Peugeot - St Etienne : affrontement très dur du 4 avril au 18 mai 73 avec le coup de force des « Kantangais » de la CFT et la vive réaction de la classe ouvrière stéphanoise.

Des débrayages nombreux dans tous les secteurs depuis plus d'un an : Holtzer (outillages), Jurine (tissages), Creusot-Loire à St Chamond, Sablé (sièges pour poids lourds), à Roche-la-Molière (mars 74 : occupation pendant 8 jours) et maintenant les conflits des Aciéries du Furan, de Zenith-Aviation et de Forely St-Chamond.

C'est aussi en 1971, 72, 73 : 75 fermetures d'entreprises de plus de 10 salariés (sans compter les compressions de personnel) dont 34 dans le textile-tissage et 28 dans les métaux et la mécanique !

Pour l'élection présidentielle de mai 74, la poussée de la gauche dans la Loire a été plus forte qu'au plan national : de 42,78% au premier tour de 1973 à 45,65% au premier tour de 1974 et 47,86% au second tour de 1974, soit + 5,08% en un an ! Dans la circonscription du nouveau ministre du travail, Duraufour, maire de St Etienne, la gauche est, pour la première fois, majoritaire avec 52,83% au deuxième tour contre 41% au premier : Duraufour est désavoué par ses électeurs !

La gauche est ainsi placée devant de nouvelles responsabilités :

la guerre sociale est partout présente, mais quels débouchés politiques peut-elle trouver ? Voyons d'un peu plus près.

radicalisés et attentistes

Tous ces affrontements ont lieu, directement ou indirectement, avec le grand capital en cours de concentration et en situation de domination sur ses marchés (monopoles ou oligopoles) : l'adversaire est difficile à atteindre car il est « ailleurs » et il a plusieurs lignes de défense.

La riposte des travailleurs est souvent brutale mais elle a du mal à toucher ou à faire céder le vrai patron. Celui-ci joue avec la multiplicité de ses établissements, la faiblesse des liaisons entre usines du côté ouvrier, la complicité des sous-traitants et les faveurs ou la « neutralité » de l'Etat bourgeois.

Quand les travailleurs ne peuvent pas bloquer un secteur de production stratégique et/ou s'assurer d'une solidarité massive (Lip), le rapport de force leur est défavorable. Dès lors, la bataille ne peut être que défensive et les résultats médiocres.

La multiplication, dans la région stéphanoise, des conflits localisés, sans extension, indique une réaction ferme des travailleurs à l'emprise croissante du grand ca-



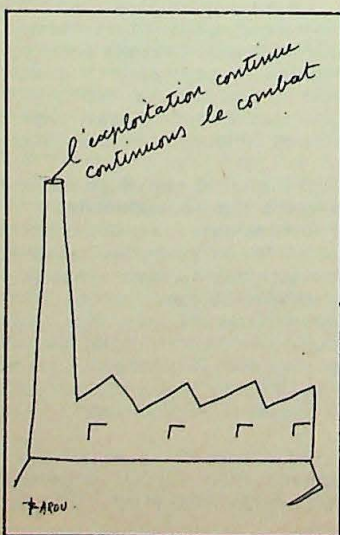
Le ministre Duraufour : démasqué et désavoué.

pital sur l'économie locale et à la dégradation relative des salaires et absolue des conditions de travail, à la déqualification des hommes. Mais les secteurs les plus politisés de la classe ouvrière stéphanoise, les métallurgistes qualifiés, en particulier, bougent peu. En schématisant, on pourrait dire : les uns sont radicalisés, mais sans expérience et sans projets politiques ; les autres sont politisés mais attentistes.

Cependant, petit à petit, le combat devient plus clair. Déjà Duraufour s'est démasqué en ralliant Giscard : il n'a même plus la façade d'un homme du « centre gauche » qu'il essayait de se donner. Son attitude de Ponce-Pilate dans les derniers conflits est significative. Il a l'audace de déclarer le

pris sur le vif

- Aciéries du Furan 470 salariés. Pièces en acier moulé pour les poids lourds et d'autres secteurs (matériel ferroviaire et agricole) en plein développement.



Affaire familiale contrôlée depuis 10 ans par la Sté Sambre-et-Meuse, elle-même filiale d'un trust : les Ateliers du Nord de la France (ANF) en position dominante sur certains marchés en France : structure, classique maintenant, de concentration à trois niveaux. Le patron local, ancien candidat de l'UDR, est étroitement contrôlé par les hommes du trust ; mais il aggrave le conflit au nom de la « liberté du travail ».

Une aciérie moderne (procédé OLP) mais des conditions de travail dégradantes, supportées par une main-d'œuvre principalement immigrée, (400 OS surtout des Marocains) : travail à chaud dans la poussière de l'ébarbage, répétitif et sans aucun avenir professionnel. Une maîtrise dure, coincée entre le patron et les travailleurs surexploités. Des salaires très bas.

Le conflit a démarré le 17 mai, sans encadrement syndical, avec un cahier de revendications sur les

salaires et les conditions de travail. Débrayage en masse et la direction riposte par le licenciement d'un « meneur-mao ».

Depuis, deux négociations successives ont échoué, les propositions patronales diminuant de la première à la deuxième ! Le conflit pris en charge par les syndicats, surtout la CFDT, paraît sans issue et le chantage à la fermeture de la boîte est mis en avant. On en est à la commission de conciliation.

La solidarité a démarré lentement : elle joue plus difficilement pour les immigrés. Le ministre du travail, maire de St-Etienne, ne s'est inquiété de rien : parbleu, les Marocains ne sont pas électeurs et Duraufour dit à qui veut l'entendre que les étrangers sont chez nous pour travailler et se taire !

— DERNIERE HEURE : suite à la tentative de conciliation, un protocole d'accord a été élaboré qui comporte des conditions non négociables sur les salaires, les re-

traies et la réduction du temps de travail. Ce protocole a été approuvé à bulletins secrets par les ouvriers ce 25 juin.

● Zenith-Aviation :

Quelle belle usine ! Toute neuve, installée il y a 5 ans à Roche-la-Molière, au titre de la conversion des mineurs. Contrôlée par Solex. En plus, belle, opération de plus-value foncière sur les terrains de l'usine qui était auparavant à Lyon. Le groupe y a gagné aussi sur les salaires, inférieurs de près de 20% à St-Etienne par rapport à Lyon (statistiques officielles de l'INSEE).

Seulement voilà : l'aéronautique française marche cahin-caha et les promesses de développement qui justifient les primes de l'Etat pour la décentralisation ne sont pas tenues. Zenith veut licencier 24 personnes sur les 270 que compte l'usine. Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille et après des débrayages occupent



22 juin dernier aux syndicats que la situation à St-Etienne est « moyenne par rapport à l'ensemble de la France et ni plus ni moins sombre qu'ailleurs ». Tout va très bien Madame la marquise.

un débouché politique

L'élection présidentielle s'est faite, assez largement, sur des clivages de classe. La poussée unitaire à St-Etienne plus forte que dans beaucoup d'endroits, le virage à droite des notables, clarifie la scène politique.

L'élection de Giscard ne règle pas les contradictions du capitalisme. On le voit bien dans les hésitations et la modestie de son plan de « refroidissement ». Les échéances économiques, sociales et politiques s'accumulent, sans autre alliance possible pour Giscard qui a rassemblé toute la droite.

Mais puisque les expériences diverses de la classe ouvrière convergent, pour que les diverses couches de travailleurs fassent leur jonction et dépassent l'attentisme et le réformisme, il faut qu'elles commencent à voir précisément un débouché politique à des luttes qui posent les vrais problèmes du capitalisme : conditions de travail et surexploitation, consommation marchande pour toutes formes de biens, de loisirs et même de rapports sociaux.

Et là on retrouve les faiblesses de la campagne présidentielle : pas de projet socialiste ; la question du pouvoir d'Etat mal posée. Là aussi on voit surgir la question d'une grande force socialiste capable de porter ce projet, autogestionnaire, et de prendre l'Etat pour le transformer radicalement. C'est l'enjeu de nos discussions avec toutes les organisations du mouvement ouvrier.

secteur entreprise, fédération P.S.U. de la Loire ■

en bref

● **202 emplois vacants à Verdun.** Dans cette période difficile pour l'emploi, cela paraît à peine croyable. Ça se passe au centre hospitalier. Dans le budget de la direction, approuvé par le préfet, et qui sert à établir le prix de la journée pour les malades, on relève que 566 emplois sont comptabilisés. Or, il n'y a que 364 salariés en place. $566 - 364 = 202$ emplois non pourvus, mais financés par les malades. Du bénéfice. Cela veut dire aussi que six salariés font le travail de dix.



● **Le soir du dimanche 5 mai, le gendarme Bidault, de repos et en tenue civile, assiste aux opérations de dépouillement du scrutin présidentiel.** On le connaît dans le pays. Les résultats proclamés, le représentant du candidat Mitterrand lui demande s'il peut tirer une photocopie de ces résultats sur la machine de la mairie. Le gendarme connaît l'engin, il utilise régulièrement pour les besoins de la gendarmerie. Il accepte : d'ailleurs on a fait de multiples photocopies durant la soirée. Mais le maire s'interpose, le délégué de Mitterrand accepte que cette photocopie ne soit pas tirée. L'incident est clos.

Quelques jours plus tard, le gendarme reçoit de son commandant une mise en demeure le priant de faire démissionner « volontairement » son épouse du GAM de Donges. Sinon : la mutation.

A la fois toute une conception de la liberté et de la soumission de la femme. Bravo.

● **Nanterre : au temps où il était premier ministre, Chaban-Delmas** avait fait voter une loi importante sur la formation permanente des travailleurs. Tout le problème était de savoir

comment cette loi serait interprétée par le pouvoir : soit dans un sens restrictif, les travailleurs ne pouvant approfondir leurs connaissances que dans les domaines où cela peut être utile à l'entreprise qui les emploie, soit dans un sens large, au service de la formation générale de ceux qui n'ont jamais eu la chance ou la possibilité d'en recevoir.

Ceux qui ont suivi cette année les cours de l'Institut d'Education Permanente de l'université Paris-Nanterre viennent d'avoir une première réponse à cette question puisque le pouvoir menace de lui retirer les subventions. Motif : « L'Institut s'adresse à un public de niveau non universitaire et sort du cadre de la formation professionnelle au sens strict du terme. » Si cette menace vient à exécution, autant dire que le patronat et le pouvoir se sont entendus pour détruire l'espoir qu'a représenté un moment la formation permanente pour les catégories sociales les plus défavorisées.

● **L'entreprise de textile Bourguet à Labastide-Rouairoux (Tarn) :** 250 travailleurs dans une ville de 3 300 habitants. Menace de fermeture du fait de l'incapacité de la direction « familiale » (papa a 85 ans et est conseiller général). Il n'y a eu aucun investissement depuis vingt ans, la plupart des métiers ont cinquante ans. Seule la qualité professionnelle des travailleurs permet de sortir des tissus de haute qualité. La gestion n'est pas contrôlée : on a vu un chef comptable — en prison depuis — jeter à la rivière les livres de comptes pour camoufler les « emprunts » qu'il avait faits. Les deux patrons ne s'entendent pas : chacun a son clan.

Le bilan a été déposé le 17 juin. Les travailleurs exigent leur paye de mai. Ils bloquent les stocks et contrôlent tous les chèques qui arrivent. Une manif sur la ville a rassemblé 1 000 personnes. Un slogan, chargé de signification dans cette région où les emplois disparaissent régulièrement depuis des années : « **Voulen trabalhar et vivre al país** ».



que c'est dès maintenant qu'il faut agir.

Sur la zone de Roche-Molière, la solidarité est active ; déjà en mars l'usine décentralisée de Sablé a fait grève, avec succès, pour que cessent les bas salaires et la discrimination par rapport à l'usine-mère de Pantin. La solidarité a joué ; les syndicats sont actifs, dans l'ex-cité minière. Mais l'usine « perd de l'argent » selon la direction, et qu'importe si le groupe Solex en gagne largement !

270 emplois créés, 30 mineurs « reconvertis », des subventions d'Etat et des profits fonciers. La belle vie, quoi ! Et puis, voilà : 24 licenciements, la première fournée... La reconversion, c'est de la poudre aux yeux ; c'est la première leçon !

● Peugeot-St-Etienne

c'est une usine où le feu couve sous la cendre du conflit d'avril-mai 1973 : 43 jours de grève,

l'occupation, le coup de force des katangais de la CFT et la vive réaction de la classe ouvrière stéphanoise.

A l'époque, il y avait 1165 salariés dont 900 OS. Il en reste à peine plus de 900 et l'objectif avoué de la direction est de diminuer l'effectif, jusqu'à 600...

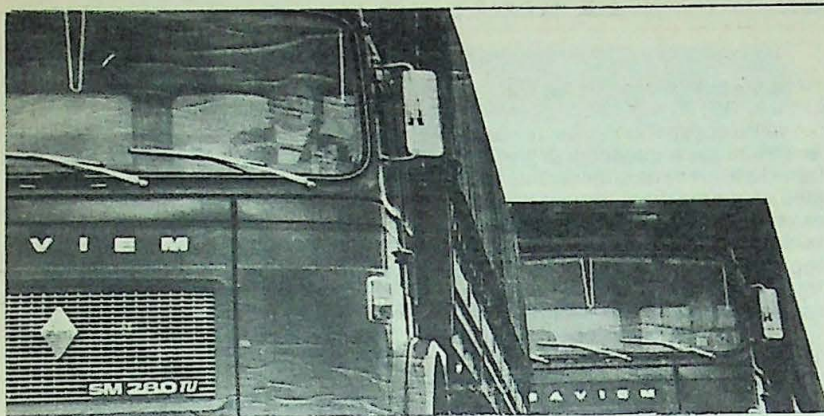
Est-ce le résultat de la crise du pétrole et de l'auto ? Pas du tout, car les effectifs ont baissé dès la rentrée 1973, avant la crise. Le boulot, qui ne manque pas, est transféré à Sochaux ou chez des sous-traitants dans le Doubs, ou même dans des petites boîtes de la région de St-Etienne : il s'agit tout simplement de punir systématiquement les travailleurs, et tous les moyens sont bons. Pressions, chantage, provocations policières contre les militants, mutations « volontaires » pour Lille ou Sochaux, arrêt de l'embauche, retard sur les salaires, discrimination entre les « bons » et les « mauvais » quand il y a chômage partiel ou

pour l'affectation à de nouvelles fabrications.

Ainsi le 18 mai 1973, la direction a conclu un armistice avec les ouvriers, honorable pour eux puisqu'en définitive les licenciements de militants n'ont pas eu lieu. Mais en prenant ses dispositions techniques dans les usines du groupe et avec les sous-traitants, elle poursuit la lutte contre la classe ouvrière par d'autres moyens : elle prive de boulot les travailleurs de Peugeot-St-Etienne et reporte la surexploitation sur d'autres, qui peuvent encore moins se défendre. Et elle cherche à provoquer de nouvelles réactions pour trouver le prétexte de fermeture de l'usine.

Syndicats et travailleurs sont sur la défensive, et chacun le sait ici. Le maire, saisi par les syndicats... s'en lave les mains. Pour que les travailleurs imposent leur contrôle au patron et arrêtent le démantèlement de l'usine, il faudrait un autre rapport de force, mais comment le créer ?

l'usine, en grève illimitée. Ils voient bien que 24 licenciements, c'est seulement la première fournée et



PYRENEES-ORIENTALES

la dure route des routiers...

La grève dure depuis 4 semaines chez les routiers de Distrans (voir TS 624). La police a fait cesser l'occupation de l'entreprise par les 11 chauffeurs après l'échec des premières négociations avec la direction. Celle-ci cherche à diviser les travailleurs, en proposant de les reprendre individuellement.

Un tel conflit pose par ailleurs le problème de filiales françaises de sociétés étrangères, puisque la société Distrans est contrôlée totalement par une grosse entreprise de transports de Barcelone (Mateu et Mateu). Le conflit prend donc une valeur de test :

— car, ou bien, les entreprises espagnoles, après la défaite des travailleurs, pourront impunément refuser d'appliquer la législation sociale en vigueur en France, dans leurs filiales françaises ;

— ou bien, celles-ci seront obligées désormais de respecter quelque peu cette législation (sur le plan syndical, des conditions de travail ou des conventions collectives), mais alors l'intérêt d'implanter des entreprises en Roussillon, pour avoir une antenne vers le Marché commun, risque de leur coûter cher.

L'enjeu est de taille pour la stratégie industrielle du capitalisme espagnol, et aussi pour la lutte future des travailleurs de notre région. De la défaite ou de la victoire des travailleurs de Distrans dépendent les conditions du combat anticapitaliste de demain.

Un tel conflit met en valeur le danger que certains propos des élus locaux (le maire de Perpignan par exemple) peuvent renfermer, en cherchant à tout prix l'implantation d'industries (étrangères ou non) en Roussillon. Cette tactique des notables ne peut faire oublier :

— qu'ils cherchent ainsi une base électorale ouvrière plus large (« **Nous vous apportons des emplois** ») ;

— que l'aspect social du problème est évacué : quels salaires et quelles conditions de travail existent dans ces entreprises ?

— que l'aspect économique est souvent contestable : les entreprises qui s'implantent cherchent à devenir des têtes de pont commerciales vers l'Europe, pour écouler la production espagnole, ou bien dans le cas des routiers que nous avons évoqué plus haut à échapper à la taxation imposée par le Marché commun à tout transport effectué par une société étrangère à ce marché. Le profit commande toujours toute stratégie capitaliste ;

— qu'enfin, sur le plan politique, la minorité nationale catalane continue à assister en spectateur au « **drame** » qui est en train de se jouer : la colonisation capitaliste (voir le rapport de la cour des comptes sur l'aménagement du littoral. Il s'agit là aussi du même problème).

En attendant, les routiers luttent toujours. Dès le début un comité de soutien (avec PSU, FCR, Révolution et d'autres) a joué son rôle de popularisation en liaison avec les grévistes.

Aujourd'hui, la décision des grévistes est de ne plus cautionner les acti-

vités du comité de soutien (et la pression de la CGT n'est pas étrangère à cette décision). Cependant, le PSU continue son action et avec les partis de gauche et les syndicats, il va tenter de mettre sur pied l'organisation d'une manifestation devant l'entrepôt de Distrans.

● ... rejoint celle des paysans

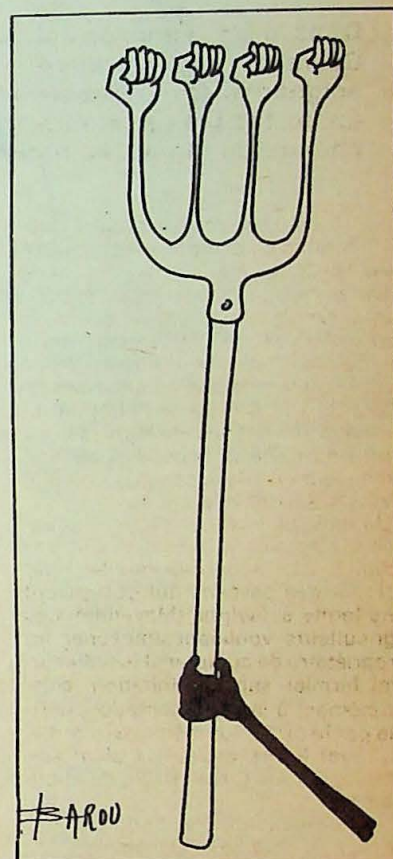
Il y a quelques jours, une centaine d'agriculteurs ont arrêté des camions espagnols et détruit des cageots de tomates et de pêches pour protester contre l'entrée en France de ces produits, au moment où leurs cours s'effondrent sur le marché français. Action spectaculaire : cars de CRS dans les entrepôts de la zone de St-Charles pour protéger les travailleurs, chargeant les caisses dans les wagons en partance pour Rungis ou ailleurs. Action manipulée : par les notables syndicaux (de la FNSEA, ou du syndicat des producteurs de fruits et légumes). Cela permet régulièrement de faire sauter le couvercle, pour mieux calmer les esprits le reste de l'année. Aucune analyse en termes de concurrence capitaliste, de solidarité des travailleurs, de circuits de distribution, de trusts agro-alimentaires. Et le

PCF « **soutient sans réticence** ». On n'avance pas, on recule.

● et une de plus !

TS n° 623 analysait la longue suite de fermetures d'entreprises du textile. Perpignan n'y échappe pas. On annonce la liquidation des établissements **Rocariés**, usine de tricotage. Dépôt de bilan, 45 licenciés (ensemble du personnel), aucune lutte en cours. Par contre, FO « **regrette** en cette période dite de participation et de concertation, de ne pas être consultée ou appelée à siéger autour de certaines commissions... pour sauvegarder l'emploi ». La belle affaire !!!

fédération PSU des Pyrénées-Orientales. ■



CRITIQUE SOCIALISTE

N° 18 - 8 F franco

l'élection présidentielle

- ROLAND CAYROL : *la gauche contre la droite*
- J.M. DEMALDENT : *l'extrême-gauche*
- HENRI GAUDRAS : *la « majorité élargie »*
- VICTOR FAY : *premier bilan*
- MICHEL MOUSEL : *unité et autonomie*
- R. CHAPUIS : *l'avenir de la coalition de gauche*
- J. LE GARREC et A. RICHARD : *sur l'autogestion*

ABONNEMENT : 40 F pour 6 numéros
Editions SYROS : 9 rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19.706.28

MAYENNE

pour 24 auxiliaires

Dans la Mayenne, on sait maintenant ce qu'est la barre de Giscard : une matraque. Les travailleurs, paysans ou enseignants, se font rappeler de quelle manière, il y a bientôt un an, les Lip ont été traités par le pouvoir. Et si celui-ci a changé de mains, sa nature reste la même.

Le jeudi 6 juin, un groupe d'instituteurs du département occupent l'Inspection académique pour demander l'intégration comme remplaçants de 20 suppléants éventuels (journaliers de l'enseignement primaire). Ce n'est pas la mer à boire. Pourtant, le préfet répond en envoyant les agents de ville. Un blessé à l'hôpital. Le mercredi suivant, les enseignants veulent à nouveau occuper l'Inspection. On ne leur en laisse pas la possibilité, 300 C.R.S. sont là avant eux.

Un mois plus tôt, en pleine campagne électorale, le même préfet envoyait 6 cars de gardes-mobiles pour déloger des paysans qui occupaient une ferme à Juvigné (Mayenne). Les agriculteurs voulaient empêcher un propriétaire de cumuler et installer un vrai fermier sur l'exploitation, conformément à la réglementation, définie par le préfet lui-même. Giscard et son ami Ponia veulent le plein emploi... pour les C.R.S. Drôle de changement !

Les enseignants, par contre, c'est la 5e roue du char de l'Etat. Depuis 2 ans, dans l'Ouest, les luttes pour la titularisation des auxiliaires ont mobilisé beaucoup plus les enseignants que les grévistes de 24 heures pour une augmentation de salaire hiérarchisée.

La Mayenne, département où les auxiliaires sont nombreux, a été au centre de ces mouvements. Les syndicats du secondaire, S.N.E.S. — dont le bureau est tenu par la tendance Ecole Emancipée —, S.G.E.N.-C.F.D.T., ont lancé des grèves unitaires avec le S.N.I., réalisé des enquêtes et articles de presse avec tous les syndicats de la fonction publique. Aujourd'hui :

— 24 suppléants éventuels ne sont pas inscrits sur les listes de remplaçants, ce qui leur permettrait d'être titularisés par la suite ;

— 30% d'auxiliaires sont d'autant plus menacés dans les C.E.T., C.E.G., C.E.S., Lycées, que Giscard a besoin de faire des économies.

Alors c'est la colère ! A Nantes, les 4, 11 et 12 juin, les auxiliaires bloquent le rectorat. A Laval, parallèlement, le 5 juin, les instituteurs, qui ont réussi à contraindre la direction du S.N.I. à l'action, occupent les couloirs de l'inspection académique. Les flics les vident.

Aussitôt, tous les syndicats de l'enseignement déclenchent une grève générale de 24 heures le vendredi 7. 200 enseignants de la Mayenne se rassemblent pour manifester leur opposition à la politique de répression et de chômage du gouvernement.

Le mercredi suivant, 300 C.R.S. empêchent une nouvelle occupation. Une partie du personnel de la cité administrative se solidarise avec les enseignants. Nouvelle manifestation. Une assemblée générale du S.N.I. confirme la grève le jour du BEPC. Le S.N.E.S., le S.G.E.N. appellent à la grève, la C.F.D.T. de l'enseignement privé, même, apporte son soutien.

Mais une grande opération de démobilisation est lancée :

— par l'inspecteur d'académie qui, sans jamais rien céder, se livre au chantage auprès des parents, des instituteurs, des personnels de service ;

— par la direction du S.N.I. — gauche petite-bourgeoise — qui, non seulement refuse d'organiser quoi que ce soit, mais, en plus, intervient auprès des parents d'élèves pour qu'ils désavouent la grève ;

— par la tendance **Unité et Action** — cégétiste — du S.N.I. et du S.N.E.S. qui refuse la discipline syndicale et demande ne pas suivre le mot d'ordre ;

— par les associations de parents d'élèves, manœuvrées par la direction du S.N.I. et **Unité et Action**, conjointement avec l'inspecteur d'académie.

Malgré tout ça, 45% des instituteurs, 30% des enseignants du second

degré cessent le travail le jour du BEPC. Ça ne suffit pas pour gêner le déroulement de l'examen. Sur ce plan, c'est un échec, et un échec voulu par la direction du S.N.I. et la tendance **Unité et Action**. Le secrétaire bureaucratique du S.N.I. va même jusqu'à désavouer publiquement l'assemblée générale qui a voté la grève du BEPC. Assemblée qu'il a lui-même convoquée et présidée.

Mais les enseignants qui ont mené la lutte ne baissent pas les bras.

A la rentrée, il faudra relancer le mot d'ordre et le lier à la réintégration des maîtres auxiliaires.

Des intersyndicales locales, la C.F.D.T. ont distribué des tracts dans toutes les entreprises, dans les boîtes à lettres, à la porte des supermarchés. Quand des contacts ont été pris avec des paysans ou des ouvriers, la détermination des enseignants a été renforcée ; ils ont permis de confronter les problèmes. **Tous finalement se retrouvent sur la défense de l'emploi.**

Les grands absents de cette lutte ont été les lycéens, démobilisés, pris par les examens, ignorés par les syndicats ; toute lutte sur l'école et sur l'emploi, c'est pourtant aussi leur affaire. Si le travail ainsi entamé se poursuit à la rentrée, l'automne sera chaud dans les écoles de la Mayenne.

CORRESP. ■

Festival Presse Libre en Bretagne

● De juillet à septembre un jeune collectif improvisé de peintres sculpteurs, écrivains organisent un **Festival Presse Libre**.

Ce Festival recouvrira certaines activités au centre desquelles : — interviendront les chanteurs bretons de la coopérative DROUG — Evgen Kirjuhél, Michel Arbatz — — exposeront le jeune collectif Peinture-sculpture : les variantes pratiques de l'interdit jeté par l'idéologie sur le désir ; — le collectif jeune cinéma viendra projeter des longs-métrages de René Vautier, Torr E Benn,

groupes indépendants de Nantes et de Saint-Brieuc.

— la troupe de meurtre Crispurienne mettra en scène une pièce écrite de Jean Pierre Duprey.

Cette initiative anti-trust sera entièrement animée par la revue **SUCCION**. Tout se déroulera à la **Maison des Ducs de Bretagne**, 6, rue Beaumanoir, **Ploërmel** (Morbihan).

Dès le 10 juillet, une série de lectures poésie-stylet, poésie électrique mettra sur orbite ce vaste espace insurrectionnel de confrontations.

ESSONNE

EGCC : 7ème semaine de grève

7ème semaine de grève à l'EGCC, entreprise de pose de câbles et canalisations travaillant essentiellement pour les PTT. Cette entreprise emploie principalement des travailleurs immigrés disséminés dans plusieurs chantiers de la région parisienne.

Après des promesses et des chèques sans provisions, la paye d'avril n'est toujours pas payée le 14 mai, ce qui oblige ces travailleurs immigrés et français unis à attendre le paiement de leur travail et immobilisent les bureaux de Paris et l'important dépôt-chantier de Vigneux dans l'Essonne. Un comité de grève se crée et un comité de soutien pour Paris et pour l'Essonne.

La syndicalisation dans ce secteur est faible et les militants, CFDT, suffisent tout juste pour venir à bout des multiples tâches et problèmes posés par un patronat défaillant qui disparaît totalement durant plus de 3 semaines. Le syndicat fait opposition au paiement des sommes dues par les PTT à l'EGCC. Cette action fait sortir le loup qui se pointe sur le dépôt de Vigneux et tente par des promesses et quelques payes de ci, de là, de faire repartir les chantiers.

Les travailleurs échaudés ne se laissent pas prendre au paternalisme sans vergogne et finissent par obliger le patron à engager une négociation.

Elle commence à Corbeil et s'éternise à Paris. Les travailleurs tiennent bon, ce qu'ils veulent c'est leur dû : leurs payes d'avril et mai, leurs congés payés, le paiement des jours d'attente depuis le 14 mai...

Le patronat, engage en même temps une action de commando contre un camarade. Elle échoue comme tentative de provocation. Un référé demandé par la direction a pour résultat de faire nommer un expert pour étudier les documents de l'entreprise : bordereaux de payes etc... Effet immédiat : le moral des camarades se regonfle. Le soutien lent à démarrer, se développe.



Nos sections locales sont avec les rares militants de l'entreprise seules sur le terrain pour organiser (la solidarité).

Un stand EGCC est monté sur la fête du parti à Meudon. Notre affiche de soutien réaffirme : le capitalisme c'est le vol, imposons le contrôle ouvrier sur les entreprises.

international

CEUX DE L'IRA :

terroristes ou politiques ?



La presse, la télé, la radio, et jusqu'à certains « politiques » en France, tentent de donner de la résistance irlandaise un visage désuet — « légendaire » —, criminel et en tout cas parfaitement apolitique. Aussi nous a-t-il semblé nécessaire de donner la parole aux militants Républicains eux-mêmes, pour faire éclater un « mythe » de l'IRA, qui n'est pas autre chose qu'une politique de mensonges et de « déconscientisation » entretenue par l'impérialisme. Le texte qui suit, émane du comité pour l'Irlande nouvelle. C'est un élément de réflexion important, bien que nous n'en partageons pas toutes les conclusions.

Qul sont les Provisoires ? Des terroristes, des voleurs et des assassins, bien sûr. Des hommes d'un tel charme persuasif qu'ils ont été bannis des écrans de télé britannique, de peur que leur cas ne soit là pour contredire les déclarations du gouvernement. Mais quels sont leurs objectifs ? Y a-t-il une quelconque pensée politique derrière leurs fusils M1 ? Non sans humour, c'est toute la propagande britannique que balaie ici le journaliste David George, en posant la question fondamentale...

● L'IRLANDE EN 1974

Colonisée depuis des siècles par son puissant voisin, jamais l'Irlande ne s'est satisfaite de son sort misérable de réserve britannique de richesses, et de main-d'œuvre. Huit siècles de domination étrangère furent également huit siècles de résistance plus ou moins organisée aboutissant enfin, le lundi de Pâques 1916, à la proclamation d'une République irlandaise indépendante.

Après avoir perdu nombre de ses richesses — sa langue, 3/5 de sa population sous Cromwell (assassinés ou émigrés), et, au 19^{ème} siècle, un million et demi d'Irlandais tués par la famine et un million d'émigrants — l'Irlande dut ensuite payer le prix de plusieurs années de guerre, contre l'Angleterre, puis de guerre civile.

L'impérialisme, acculé, rendait au peuple irlandais le droit de disposer de son pays et de ses destinées, en conservant cependant la partie nord-

est de l'île, la plus riche économiquement, la plus colonisée, par l'établissement de colons anglais ou écossais. C'est dans ces six Comtés, qu'à l'été 1968, la population anti-unioniste (catholique) se révoltait contre le sort de citoyens de deuxième zone que l'impérialisme lui imposait toujours.

Les masses protestantes, à qui l'on apprenait depuis cinquante ans que leur « bien-être » relatif dépendait de la misère des « papistes », s'insurgèrent avec violence contre le mouvement des Droits Civiques. L'impérialisme, impartial, envoyait des troupes pour maintenir l'ordre dans ce qu'il allait bientôt présenter au monde comme une « guerre de religion », quelque peu attardée. Seule défense pour la population anti-unioniste (depuis que le gouvernement de Dublin a décidé, par dessus le dos du peuple irlandais, de mener à son terme la libération et l'unification de l'île) l'IRA s'engageait alors dans une nouvelle étape de la résistance, de la lutte pour l'indépendance totale de l'Irlande.

● LES TACHES MILITAIRES DE L'IRA

« A la suite de l'intervention de l'armée britannique à Belfast et à Derry, des propositions pour « un nouveau départ » dans la stratégie Républicaine, furent avancées lors d'une convention secrète de l'IRA, ainsi que lors d'une conférence publique de l'aile politique de l'IRA, le Sinn Féin. » (D. George). Ce « nouveau départ » consistait dans la formation d'un Front de Libération Nationale, avec le Parti communiste et divers autres groupes de gauche, ainsi que dans la reconnaissance des parlements de Dublin, Belfast et Westminster. Selon « Freedom Struggle », les autres sujets de contradiction entre la direction du Mouvement Républicain et ce qui allait former les « Provisoires », étaient les méthodes internes utilisées dans le mouvement. Manquement dans le fait de donner le maximum de défense possible à Belfast, et aux autres endroits du Nord en août 1969. Campagne pour être représenté au Stormont plutôt que de travailler à son abolition. (Stormont = parlement de Belfast.) Les supporters de la ligne du « Nouveau Départ » prirent possession de l'IRA et du Sinn Féin « Officiels », tandis que les opposants établirent un Con-

seil Provisoire de l'Armée (en revenant à la Proclamation de Pâques 1916) avec son propre Sinn Féin « provisoire ». (D. George).

● LA FIN DU PARLEMENT

Aussitôt après la « scission » de janvier 1970, les objectifs des « Provisoires » se précisaient ; en mars, l'éditorial d'An Phoblacht, organe du Mouvement Républicain, les définissait comme suit : « ... Mettre fin à la domination étrangère sur l'Irlande, établir une République Démocratique et Socialiste des 32 Comtés... ». Lors de la commémoration de Pâques, le message de la direction de l'IRA « provisoire » ajoutait : « Notre but est de faire du peuple irlandais le maître de ses propres destinées, qu'il contrôle les biens de la nation, matériels et spirituels, dans une République de 32 Comtés, indépendante, où les catholiques, les protestants et les dissidents auront des droits égaux... ».

Dépassant le stade de défense des quartiers anti-unionistes, l'IRA développait maintenant une campagne de harcèlement de l'armée d'occupation, ainsi qu'une « campagne de bombes » qui réduit le gouvernement d'Irlande du Nord à une situation économique, — et politique —, telle que le Stormont (parlement de Belfast) fut dissous, l'Angleterre prenant le contrôle direct de la « province ».

Le but du gouvernement britannique était de rétablir un autre Stormont, avec une meilleure « représentation catholique ». La Résistance ne désarma pas, et intensifia la lutte armée, créant des quartiers libres (ex. : « Free Derry », que l'IRA n'empêcha pas plus tard d'être réinvesti par l'occupant, de peur de causer un grand nombre de victimes civiles).

Lors des élections au Stormont, remonté de toutes pièces par White-law, l'IRA et le Sinn Féin appelèrent au boycott en faisant des propositions qui furent ignorées par les autorités britanniques ; la lutte se poursuivait sans répit.

Puis vint l'accord de Sunningdale, entre représentants du Nord et du Sud de l'Irlande, et de Londres. En décembre 73, R. O'Bradaigh, président du Sinn Féin, déclarait : « La déclaration signée à Sunningdale » constitue un pas en arrière plutôt qu'une étape dans les revendications nationales Irlandaises (...). En conséquence, aucune issue politique n'était prévisible et l'IRA continuait sa tâche militaire. Avec la grève protestante de mars 1974, les accords de Sunningdale étaient « repoussés », et du même coup, le nouveau Stormont disparaissait.

● LES OBJECTIFS POLITIQUES

« Nous ne verrons jamais une Irlande Nouvelle jusqu'à ce que les Britanniques se retirent de notre

pays. C'est l'objectif majeur du Mouvement Républicain aujourd'hui. (...) Toutes les ressources de l'IRA seront employées dans ce sens (...) » (communiqué de l'IRA lors du dernier congrès du Sinn Féin. On le voit, la campagne militaire de l'IRA est menée dans un but politique précis ; d'ailleurs le communiqué déclarait également : « Cet objectif est justement celui que certains disent irréalisable : ce sont les mêmes qui prétendaient que le Stormont ne pouvait être aboli (...). Nous garantissons aux Britanniques qu'ils n'auront aucune paix, jusqu'à ce qu'ils quittent notre pays »).

Les institutions à naître dans une Irlande nouvelle ont été maintes fois présentées par le Mouvement Républicain : gouvernement fédéral (nationalisation des banques ; mines et industrie minière assujetties au contrôle public) ; nouvelle constitution ; charte des droits du citoyen.

Ce pouvoir fédéral se diviserait au niveau provincial en des parlements, où par exemple, pour l'Ulster, les Protestants seraient en majorité. Au niveau local, des conseils de districts élus à la proportionnelle, qui dirigeraient les affaires judiciaires, sociales, économiques et culturelles.

Tout les échelons de ce système fédéral seront composés de représentants élus démocratiquement. Un travail important d'explication et d'éducation est actuellement entrepris par le Sinn Féin, dans ce sens, quoi qu'il ne soit pas toujours à la hauteur du travail militaire ; il concerne entre autre un nouveau « découpage » des régions et quartiers pour une représentation démocratique, ainsi que l'organisation d'une assemblée populaire du Nord. (Dail Uladh).

● LES SEULS VRAIS REVOLUTIONNAIRES ?

Ainsi toute propagande qui veut faire passer les résistants de l'IRA provisoire pour une bande d'assassins, de terroristes, au mieux pour des activistes ultra-gauches, ou fascistes, est démontée par les exemples politiques — trop peu nombreux, faute de place — concernant la lutte de libération nationale en Irlande. David George concluait ainsi son article sur les « Provos », en affirmant :

« Les luttes de libération nationale et les révolutions ne sont pas faites par des théoriciens isolés du peuple, ni par quelques vagues gauchistes quel que soit le nombre de posters du Che qu'ils peuvent avoir sur les murs de leurs chambres. Elles ne sont pas faites non plus par de purs idéalistes. C'est le travail d'hommes désespérés qui ont dû fermer leur cœur et leur esprit aux valeurs libérales. Tels sont les Provisoires, terroristes, brigands et (comme tous les soldats) assassins, c'est une chose sûre. Mais les seuls vrais révolutionnaires de toute l'Irlande. »

COMITE IRLANDE NOUVELLE (EIRE NUA) ■

LA CHINE

à sa source

Librairie LE PHENIX
72 Boulevard de Sébastopol
Paris 3ème

Livres, revues, disques, peintures, timbres-poste, directement importés de Chine Populaire.

AFFAIRE SUAREZ :

bandits ou révolutionnaires ?

Onze personnes sont actuellement emprisonnées sous divers chefs d'inculpation liés à l'affaire Suarez, ce directeur de la Banque de Bilbao à Paris, enlevé et sequestré par un groupe de révolutionnaires. Après la publicité initiale donnée à l'enlèvement et aux arrestations, le silence s'est fait dans la presse sur le développement de cette affaire. En fait, ce silence semble rejoindre l'embarras de la police qui, près de deux mois après les arrestations, n'a toujours versé au dossier de l'instruction aucune preuve matérielle de la culpabilité des onze dans l'enlèvement de Suarez.

Une fois de plus, le pouvoir semble avoir été avant tout soucieux de trouver des coupables à jeter en pâture à une « opinion publique » soigneusement mise en condition. Ces coupables une fois trouvés — c'est facile, on suit pendant quelques semaines des réfugiés politiques espagnols connus, et on les arrête avec ceux qu'ils fréquentent, on est sûr de ne pas tomber trop loin du but — il reste à la police à trouver une explication plausible à ces arrestations.

Au besoin, on fera appel à des méthodes « efficaces » et éprouvées pour amener certains d'entre eux à avouer ce qu'on voudra. Après, le tissu des présomptions suffira à emporter la conviction des juges. Ce mécanisme est classique, l'examen des faits ne montre que trop clairement comment il a fonctionné cette fois.

presse / police

« Un épais mystère ». Ce titre de l'*Aurore* du 24 mai résume bien l'affaire de l'enlèvement de Baltasar Suarez, et les arrestations qui ont suivi sa libération, tels que ces événements paraissent au travers des commentaires de la presse et des services de police.

Pourtant, le 22 mai, tout semble clair : la police et la presse unanimes

nous affirment que les neuf personnes arrêtées sont « les ravisseurs de Baltasar Suarez ». Il ne manque pas un détail ; d'ailleurs « ils étaient suivis pas à pas par les policiers » (*L'Humanité* 24 mai). Ce qui vaut à la police de recevoir l'hommage de l'opinion publique soulagée : « Un beau coup de filet » (*Le Parisien Libéré* 23 mai). Le directeur de la P.J. parisienne explique avec suffisance que « les ravisseurs de M. Suarez étaient connus de la police avant même qu'ils agissent » (*France-Soir* 24 mai). Et les commentateurs de conclure : « Noyautés par la police les groupes anarchistes espagnols risquent d'écarter » (*France-Soir* 25 mai).

Mais deux jours suffisent pour voir « le commando des ravisseurs » (*France-Soir* 25 mai) se transformer en « de piètres comparses » (*L'Aurore* 25-26 mai). Une opération de police qui a couvert la moitié de la France et qui, nous assure-t-on, a commencé dès le mois d'avril, sous la direction du commissaire Ottavio, à la tête de la Brigade criminelle, aura servi à fabriquer des titres à la « une » plus qu'à établir des preuves. Et, comme le fait remarquer l'*Aurore* — dès le 24 mai ! — « si des policiers avaient effectivement identifié et situé les ravisseurs, auraient-ils laissé (...) C.M. Vadrot rencontrer le banquier avant eux ? »

Que reproche-t-on aux inculpés ? Pour cinq d'entre eux (Octavio Alberola, Ariane Gransac-Sadori, Jean-Helen Weir arrêtés à Avignon ; Georges Rivière et Annie Plazen, arrêtés à Toulouse), le recel de sommes d'argent importantes : 2 500 000 F en devises retrouvées à Avignon, 680 000 F à Peyriac (Aude) chez des amis de Rivière. Les cinq premiers déclarent qu'ils ne savaient pas ce que contenaient les sacs que d'autres leur avaient confiés. Quant aux amis de Rivière, Pierre Guibert et Danièle Haas, ils sont apparemment coupables d'avoir laissé des amis entrer chez eux.

Mais surtout, ces trois millions, « la rançon récupérée » (*L'Humanité* 23 mai), d'où viennent-ils ? « Personne ne veut admettre les avoir déboursés » (*L'Aurore* 24 mai). Et voilà sept personnes inculpées du recel de sommes dont on n'apporte pas un début de preuve qu'elles aient été volées ou extorquées à qui que ce soit. Mais les enquêteurs et les magistrats n'ont pas froid aux yeux, puisque ce même chef d'inculpation sort contre Anne et Lucio Utruria, arrêtés à Paris, chez qui on n'a toujours rien trouvé de suspect — sinon qu'ils « semblent être au centre de cette affaire » (*France-Soir* 24 mai).

Toutes ces contradictions ne sont que le reflet d'une contradiction plus profonde : pour mieux réprimer et étouffer une action politique, on veut insister sur le côté « sordide », de « pur gangstérisme » (*France-Soir* 6 mai) de l'affaire. La famille et les collaborateurs de Suarez insistent sur son « apolitisme », les autorités font croire que les ravisseurs n'ont pas fait connaître leurs revendications — politiques —. « Néanmoins, remarque l'*Humanité* du 6 mai, la présence de policiers espagnols, spécialistes des affaires politiques, aux côtés des enquêteurs français semblerait démentir cette version du crime crapuleux. »

Avant que l'A.E.P. n'ait reçu le premier communiqué des Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes (GARI) revendiquant l'enlèvement, nous savons en effet, par les soins de la Direction Générale de la Sûreté de Madrid, qu'il s'agit là d'un coup du groupe anarchiste « Primero de Mayo » (*Journal du Dimanche* 5 mai). Et la presse donne la chasse à Octavio Alberola, « un dangereux desesperado » (*France-Soir* 25 mai), « un homme que les gouvernements préfèrent avoir de l'autre côté de leurs frontières, parce qu'on peut toujours le soupçonner d'avoir un mauvais coup en tête » (*L'Aurore* 6 mai).

politique / police

Arrêté en France et expulsé le 19 avril, Alberola était revenu sans demander la permission des autorités, qui ont vu l'occasion d'offrir au gouvernement franquiste un gage de bonne volonté. Alberola connaissait Lucio Utruria, un réfugié politique espagnol comme lui : on fait des Utruria ses « agents de liaison » et des recéleurs. De même, Chantal et Arnaud Chastel ont eu le tort de con-

naître les Utruria, ce qui permet de les accuser d'avoir prêté leur appartement pour la séquestration de Suarez, sur la foi d'un numéro de téléphone et d'un témoignage rocambolesque du banquier, qui reconnaît la rampe « au toucher » et... les bruits de la rue !

Preuves coxtradictaires pour les sept premiers accusés, inexistantes pour les quatre autres — tels sont les faits saillants de l'affaire Suarez. Quant à la volonté systématique de donner à une affaire politique des allures de fait divers, elle ne saurait surprendre. D'abord parce qu'une telle politique minimise les risques de voir la gauche française — éternelle et sentimentale antifranquiste — prendre la défense des accusés, et dénoncer ainsi la collaboration de plus en plus étroite entre les autorités françaises et espagnoles.

Ensuite, parce qu'il est bien naturel qu'un régime fondé tout entier sur le culte de l'Argent et de ses fidèles défenseurs, la Loi et l'Ordre, réprime avec la même vigueur le banditisme, le terrorisme et la subversion dans tous les domaines. Il est significatif que M. Lécane, symbole de la « nouvelle majorité présidentielle élargie » ait cru bon d'inaugurer ses fonctions de Garde des Sceaux en déclarant qu'il souhaitait « une justice ferme mais humaine. En particulier, je serai sans faiblesse pour tout ce qui touche à la drogue, à la violence, à la séquestration et aux prises d'otages. » (*Le Monde* 12 juin).

Ces militants libertaires français, ou espagnols réfugiés en France, ont dû à cette seule qualité d'être arrêtés dans le cadre de cette affaire. D'autres ont reçu de curieuses « visites » qui s'apparentent en fait à de véritables perquisitions clandestines : la Sûreté espagnole n'a pas seulement visité le « somptueux appartement » des Suarez.

Il est temps de dénoncer la répression que les polices française et espagnole font peser sur les milieux libertaires français, de dénoncer la manœuvre politique qui veut offrir Alberola et les autres camarades emprisonnés en victimes de l'entente cordiale avec le régime des assassins de Puig Antich et de tant de militants ouvriers, d'exiger enfin que cesse la mascarade d'une instruction judiciaire truquée et que la liberté soit rendue à nos onze camarades.

Comité de défense des inculpés de l'affaire Suarez ■

par hasard

● C'est, comme par hasard, les 1er et 2 juillet que les deux militants du MIL, Oriol Sole Sugranyes et Luis Pons Llobet, seront à nouveau « jugés » par le tribunal militaire de Barcelone. Les camarades de Salvador Puig Antich risquent d'être « gratifiés » de quelques dizaines d'années de prison supplémentaires. Ces jours-là, les « bouchons » à la frontière franco-espagnole feront l'actualité...

vient de paraître



18 F franco chez SYROS

Les rotatives du P.S.U.

Nouveau passage sur les rotatives avant les vacances. La période des élections avait polarisé les articles publiés chez nos cousins de province. Aujourd'hui, on se reprend à parier de choses sérieuses (!...), comme le cadre de vie, par exemple.

LE POING

CHAUNY - TERGNIER - LA FÈRE

● **Le Poing** - Chauny, Tergnier, La Fère (Aisne - 02).

La forêt de St-Gobain menacée : « Si dans une région au sol très dégradé et inculte, les boisements de pins se justifient, il n'en est rien dans notre région. En effet, les boisements de résineux entraînent un appauvrissement rapide du sol par une acidification très importante de ce dernier. Un bois de pins montre au promeneur un tapis d'aiguilles, compact, épais, pauvre en végétation herbacée. En réduisant parfois à néant la végétation herbacée, le peuplement de résineux n'offre que de maigres ressources alimentaires aux animaux. Et, de ce fait, mammifères et oiseaux désertent ces bois artificiels.

La monoculture de résineux présente également un autre danger : les conifères sont alors exposés aux maladies et aux attaques de parasites. Et quand la virulence des parasites met en danger l'avenir des peuplements, on entre dans le cycle des traitements chimiques de plus en plus dangereux et nocifs pour finalement s'avérer inefficace à long terme : les parasites deviennent résistants. Alors que dans une forêt naturelle il n'y a

guère de danger de pollution parasitaire ou d'épidémie.

La forêt, univers plus ou moins préservé des produits chimiques, va-t-elle devenir un milieu pollué où le promeneur ne pourra même plus sucer une herbe sans crainte, où les oiseaux et les mammifères disparaîtront peu à peu ?

La forêt est un capital naturel, animal et végétal, qu'il faut protéger et défendre contre les impératifs de l'économie capitaliste. »

(n° 4 - mai 74)



● **La Mée socialiste** - périodique de la section PSU de la région castelbriantaise.

« Lorsque, ayant vu des bulldozers et un début de construction derrière chez vous (sous vos fenêtres ou même au-dessus car le terrassement est au moins à la hauteur du faitage de certaines maisons) vous apprenez par hasard, car pour une fois la presse n'en a pas fait écho, qu'on vous refait le même coup en installant une usine de conditionnement de viande qu'on dit être « Bridel ».

Et les habitants du quartier d'en parler avec vous et de décider d'aller ensemble voir M.

le Maire en vous disant « c'est pas possible, ils se trompent ! il y a une zone industrielle tout à côté et c'est là que, en général, on installe les nouveaux établissements, à grands renforts de clairon ».

M. le maire, surpris de votre démarche, admet qu'il s'agit bien d'une extension de l'abattoir par l'implantation d'une usine de conditionnement de viande qui sera concédée à la société Bridel.

M. le Maire vous apporte, « bien sûr », tous les apaisements relatifs à vos nombreuses inquiétudes, dégradation du site, bruit, odeurs et autres nuisances.

Mais n'étant pas convaincus et ne pouvant vous adresser, après le maire, au député et au conseiller général, puisqu'il s'agit en l'occurrence de la même personne, vous en appelez au préfet de région et au ministère de l'environnement.

Peine perdue ! Les réponses sont les mêmes !

Vous assistez même à la séance du conseil municipal, qui doit traiter ce sujet, présence qui étonne messieurs les conseillers : « pensez donc, il ne vient jamais personne ! » (et vous comprenez vite pourquoi, vu la rapidité avec laquelle on expédie votre problème !).

Peut-être jaillira-t-il en vous l'idée que, par la proximité de l'abattoir et l'absence de transport, il y aurait là quelques petits profits supplémentaires...

Allons ! Allons ! Nous sommes en France, que diable !

... et que celui qui vient de dire que notre bonne vieille

France n'est qu'un pays capitaliste, aille au coin ! »

(n° 11 - 1er trimestre 74)

● **Citoyen** - bulletin de la section de Corneilles - PSU 95.

Le cimetière interdépartemental devait, d'après le plan d'occupation des sols, s'éten-

CITOYEN



dre sur 45 ha (aire de pollution de l'usine Lafarge). Devant les réactions défavorables des conseillers municipaux, la superficie a été ramenée à 27 ha. Nos conseillers municipaux se font une raison : « **Puisque dans la zone de la cimenterie Lafarge, il est impossible d'y vivre, on peut en effet y mettre un cimetière** ». Il est bien évident que si l'on se promène le long de la Seine qui borde l'usine, les squelettes blancs des arbres, l'épaisse couche blanche qui recouvre les maisons, le sol et les plantes... tout indique que c'est plutôt le royaume des morts que des vivants. Mais nous, nous refusons d'envisager les choses sous cet angle, ce qui reviendrait à admettre que des industriels puissent ainsi transformer une quarantaine d'hectares en désert, ruiner la santé des riverains. Car il existe des moyens d'éviter cette pollution ; seulement cela coûte cher et nous sommes dans un pays où le profit est roi. La question n'est pas de dire : ce coin est invivable, n'y vivons plus, mais ne laissons pas les industries détruire notre cadre de vie.

(n° 55 - mars-avril 1974)

A L'OBSERVATOIRE DE MEUDON, ILS ONT REPRIS LE TRAVAIL. NOUS AUSSI : CCP PSU PARIS 140 20 44

